UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Du phénomène de surpolitisation au Burundi à travers les médias écrits : Cas des principaux jaurnaux (Iwacu, Arc-en-ciel, Umuntu-Lumiére et le Renouveau) de 2005 à nos jours

Sabimbona, Bernard; Sous la direction de : Oscar Toyi

2011
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1448

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT D'HISTOIRE

« DU PHENOMENE DE SURPOLITISATION AU BURUNDI A TRAVERS LES MEDIAS ECRITS : Cas des principaux journaux (Iwacu, Arc-en-Ciel, Umuntu-Lumière et le Renouveau) de 2005 à nos jours »

Par :

Bernard SABIMBONA

Sous la direction de :

Oscar TOYI

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de **Licencié en Histoire**

Option : ***SCIENCE POLITIQUE***

Bujumbura, Juillet 2011

DEDICACE

A vous mes parents qui furent preuve de courage et de détermination pour notre éducation ;

A vous mes frères et sœurs;

A vous mes cousins et amis ;

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

L'aboutissement de notre travail à sa forme actuelle fait naître en nous un sentiment de reconnaissance envers toutes les personnes physiques ou morales qui directement ou indirectement y ont contribué.

Nos profonds remerciements sont adressés en premier lieu au professeur Oscar Toyi pour nous avoir guidé dans nos recherches et pour avoir accepté de diriger ce mémoire, que son dévouement, ses précieux conseils et sa disponibilité trouvent l'expression de notre grande reconnaissance.

Que tous les professeurs de l'U.B et plus particulièrement ceux du département d'histoire en qui nous devons la formation tant humaine que scientifique reçoivent par le présent travail notre profonde gratitude

Que nos parentés et amis qui n'ont cessé de nous rendre la vie aisée reçoivent nos sincères remerciements.Que la famille Néhémie NZOJIYOBIRI qui a accepté de nous accueillir lorsque nous faisions l'école secondaire trouve dans ce travail le fruit de ses efforts. Grand merci aussi à Monsieur Siron KABURA, à Monsieur Rénovat NDABASHINZE, à Monsieur Audace KARENZO, à Monsieur Alexandre MADEDEREZA pour leur contribution à l'aboutissement de ce travail.

A tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire nous disons grand merci.

Bernard SABIMBONA

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

% : Pourcentage
ABP : Agence Burundaise de Presse
ADR : Alliance Démocratique pour le Renouveau
ALIDE : Alliance pour la liberté démocratique
Av : Avenue
B.B.C : British Broad Casting
B.P : Boîte Postale
BDI : Burundi
BRB : Banque de la République du Burundi
C : Claver
C/o : Centre d'orientation
CENI : Commission Electorale Nationale Indépendance
CEPGL : Communauté des Etats des Pays des Grands lacs
Cfr : Confer
CHAP : Chapitre
CNDD : Conseil National pour la Défense de la démocratie
CNDD-FDD : Conseil National pour la Défense de la démocratie
CNRS : Commission Nationale de réhabilitation des sinistres
etc. : et cetera ou et caetera (et ainsi de suite et tout le reste)
Ex : exemple
Fbu : Francs Burundais
FFB : Fédération du Football du Burundi
FLSH : Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
FNL-INCANZO : Front National de libération
-Force pour la défense de la démocratie
FRODEBU : Front pour la démocratie au Burundi
Frolina : Front pour la Libération National
G : Groupe
Hebdo : Hebdomadaire
Idem : Même auteur
INABU : Imprimerie Nationale du Burundi
ISCG : Institut Supérieur de contrôle de gestion
ISCO : Institut Supérieur de Commerce
ISTI : Institut des Sciences et Techniques de l'information

KAZE-FDD : Force pour la défense de la démocratie
Mme : Madame
Mr : Monsieur
MRRDR : Ministère à la réinsertion et à la réinstallation des déplaces et rapatriés
N : nom
n.m : nom masculin
N° : numéro
OAG : Observatoire d'Action Gouvernementale
ONG : Organisation non gouvernemental
OP. Cit : Opere Citato (ouvrage déjà cité)
PACAM : Plan d'Action Commun d'Appui aux médias
PALIPE AGAKIZA : Partie pour la libération du peuple
PAO : Principale rédacteur d'article sur son ordinateur.
PARENA : Partie pour le redressement national
PARIBU : Parie pour le renouveau Intégrale du Burundi
PL : Partie libérale
PLR : Prince Louis Rwagasore
PMP : Parti monarchique parlementaire
PRP : Partie pour la Réconciliation du Peuple
Q : Quartier
R.F.I : Radio France Internationale
R.P.B : Rassemblement du Peuple Burundais
RADEBU : Ralliement pour la Démocratie au Burundi
RPP : Régie de la Production Pédagogique
SANGWE-PADER : Partie pour la Démocratie et la reconstruction
SEEPBU : Syndicat des Enseignants de l'Enseignement Primaire du Burundi
Sic : Ainsi écrit
SIDA : Salaire Insuffisant et Difficilement Acquis
SIDA ; Syndrome d'Immuno déficience Acquise
SIPESBU : Syndicat Indépendant du Personnel de l'Enseignement Secondaire au Burundi
SOSUMO : Société Sucrière de MOSO
U.B : Université du Burundi
UIP : Union Interparlementaire
UPRONA : Unité pour le Progrès National
US$: Dollar Américain

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1 : « Présentation de la presse écrite privée en apparition entre 1992 et 1996 » 8
Le tableau n°2 : P résentant les agences de presse locale, les journaux et les périodiques (voir Annexe 2) 92
Tableau n°3et 4 : ..... L'abonnement en 1978 du journal « Le Renouveau » TARIF ETUDIANT 16
Tableau n°5 : L'abonnement en 2000 du journal « Le Renouveau » BURUNDI 17
Tableau n°6 : L'abonnement en 2000 du journal « Le Renouveau » ETRANGER 17
Tableau n°7 : L'abonnement en 2003 du journal « Le Renouveau » 18
Tableau n°8 : L'abonnement en 2003 du journal « Le Renouveau » ETRANGER 18
Tableau n°9 : L'abonnement en 2009 du journal « Le Renouveau » TARIFS ABONNEMENT EN 2009 AU JOURNAL « LE RENOUVEAU » 19
Tableau n°10 : Sondage mené en 2003 par la voix d'Amérique concernant l'écoute de la radio 63
Tableau n°11 : Le taux d'écoute des radios étrangères en 2003 64
Tableau n°12 : La lecture des journaux selon l'enquête de 2000 64

TABLE DES MATIERES

DEDICACE ..... **i**
REMERCIEMENTS ..... **ii**
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **iiii**
LISTE DES TABLEAUX ..... **iv**

INTRODUCTION GENERALE **1**

CHAP. I : HISTORIQUE DES PRINCIPAUX JOURNAUX : « LE RENOUVEAU » « ARC- EN-CIEL», «IWACU» et «UMUNTU - LUMIERE») **5**
I.0. Définition des mots clés 5
I.1. Brève Présentation des Principaux journaux «LE RENOUVEAU », « ARC-EN-CIEL », « IWACU » ET « UMUNTU-LUMIERE » 7
I.2. Le contexte socio-politique de la création de ces quatre principaux Journaux 11
I.2.1. Le contexte socio-politique de la création du Journal « IWACU» 11
I.3. La création proprement dite des quatre journaux 12
I.3.1. La périodicité du journal 12
I.3.2. La formation des rédacteurs du journal « IWACU » 12
I.3.3. La distribution du journal « IWACU » 13
I.3.4. Les objectifs du journal « IWACU » 13
I.3.5. La ligne directrice du journal « IWACU » 13
I.3.6. Les thèmes principaux étudiés par le journal « IWACU » 13
I.4. Le contexte socio-politique de la création du journal public le quotidien « Le Renouveau du Burundi » 14
I.4.1 La création proprement dite du quotidien « Le Renouveau » 14
I.4.2 La périodicité du journal "Le Renouveau" 15
I.4.3 La formation des rédacteurs du quotidien "Le Renouveau" 15
I.4.4 La distribution du journal "Le Renouveau" 15
I.4.5. Les objectifs du quotidien « Le Renouveau » 20
1.4.6. Les thèmes principaux étudiés par le quotidien « Le Renouveau» 20
I.5. « ARC-EN-CIEL » 21
I.5.1. Le contexte socio- politique de la création du journal « ARC-EN-CIEL» 21
I.5.2.La création proprement dite du journal « ARC-EN-CIEL» 21
I.5.3.La périodicité du journal « ARC-EN-CIEL» 22

I.5.4. La Formation des rédacteurs de « l'ARC-EN-CIEL»....22
I.5.5. La distribution du journal « ARC-EN-CIEL»....22
I.5.6. Les thèmes principaux étudiés par le journal « ARC-EN-CIEL»....23
I.5.7. La ligne directrice du journal « ARC-EN-CIEL»....24
I.6. «UMUNTU–LUMIERE» (UBUNTU Lumière)....24
I.6.1. Le contexte socio- politique de la création du journal « UMUNTU-LUMIERE »....24
I.6.2. La création Proprement dite du journal « UMUNTU-LUMIERE»....25
I.6.3. La Périodicité du journal « UMUNTU-LUMIERE»....25
I.6.4. La Formation des rédacteurs du journal « UMUNTU-LUMIERE»....25
I.6.5. La distribution du journal « UMUNTU-LUMIERE»....25
I.6.6. Les objectifs du journal «UMUNTU-LUMIERE»....26
I.6.7. Les thèmes principaux étudiés par le journal « UMUNTU-LUMIERE»..26
Conclusion du Chapitre....27

CHAP. II. DU PHENOMENE DE SURPOLITISATION AU BURUNDI..28
II.1. Définitions des mots clés....28
II.1.1. Le terme « Phénomène »....28
II.1.2. Le terme « surpolitisation »....29
II.2. La genèse du phénomène de surpolitisation au Burundi....31
II.3. Les différentes formes de surpolitisation au Burundi....33
II.3.1. La surpolitisation des institutions....33
II.3.2. La surpolitisation économique....35
II.3.3. La surpolitisation et la Presse écrite : Le Journal «ARC-EN-CIEL»....39
II.4. Evolution du phénomène de surpolitisation au Burundi....40
II.4.1. Historique du phénomène de politisation : Aperçu général....40
II.4.2. Le phénomène de politisation au Burundi ou processus du phénomène de surpolitisation....41
II.4.2.1. Avant l'accord d'Arusha et avant la fin de la transition....41
II.4.2.2. La période post-transition....43
II.4.3. Le renforcement du phénomène de politisation et l'accentuation du phénomène de surpolitisation....48
II.4.3.1. Les élections de 2005 et le phénomène de surpolitisation....48
II.4.3.2. Les élections de 2010 et le phénomène de surpolitisation....48
II.5. Eclosion du phénomène de surpolitisation au Burundi....49
II.5.1. Les manifestations de l'éclosion....49
II.5.2. Les Causes de l'éclosion du phénomène de surpolitisation au Burundi...50

II.5.2.1. La démocratie et la liberté politique 50
II.5.2.2. La crise socio-politique à la base de l'éclosion de cette surpolitisation 51
II.5.2.3. Les partis issus de scission et dissidences 51
Conclusion 53

CHAP. III : LE PHENOMENE DE SURPOLITISATION A TRAVERS LES PRINCIPAUX JOURNAUX AU BURUNDI 56

***A. LES RELATIONS POLITIQUES*.....56**
Introduction.....56
III.1a) La presse : un lieu d'activité politique 57
III.2. La presse écrite comme espace politique 59
III.2.1. Aperçu historique de la presse écrite.....59
III.3. L'Action de la presse.....59
III.3.1. Le champ du débat politique 61
III.3.2. La presse écrite et la construction de l'homme politique.....61
III.3.3. L'influence politique de la presse écrite.....63
III.3.4. La radio : medium le plus écouté par la population burundaise.....66
III.3.5. Comparaison entre la presse écrite, la radio et la télévision 66

B. ANALYSE DE DISCOURS DES JOURNAUX EN 2005 68
III.4. Les journaux face aux élections de 2005.....68
III.5. Les journaux face aux candidats dans la course électorale de 2005 : les prévisions 70
III.6. Les candidats potentiels pour la présidence 70
III.7. Les prévisions d'UMUNTU-LUMIERE : Le CNDD-FDD, Le FRODEBU et Le CNDD.....71
III.8. Les journaux face aux comportements des partis politiques.....73
III.9. Positionnement des journaux à travers la construction des identités politiques.....73
III.9.1. Une Presse privée engagée et un journal gouvernemental de distance...73
III.9.2. Les journaux dans la construction des identités dichotomiques.....74
III.9.3. Différentes phases dans la construction des identités politiques et le positionnement des journaux.....75
III.9.4. Analyse politique du journal "IWACU" en 2010 77
III.9.5. Contribution des journaux au processus électoral 2005.....78
III.9.6. L'analyse critique des journaux.....80

III.10. La question de viabilité des journaux 81
III.11. Implication des lecteurs 82
Conclusion du chapitre 83

CONCLUSION GENERALE **84**

BIBLIOGRAPHIE ***86***

ANNEXES 1, 2, 3 ET 3 ..... **91**
ANNEXE I :
CORPUS DES JOURNAUX DE 2005 92
ANNEXE II :
LISTE DES PERSONNES ENQUETEES 93
ANNEXE III :
AGENCES DE PRESSE LOCALES 94
ANNEXE IV :
JOURNAUX ET PERIODIQUES 95

INTRODUCTION GENERALE

1. Problématique

Nous assistons depuis plus d'une quinzaine d'années à un phénomène de surpolitisation au Burundi. Des organisations politiques (partis politiques) se créent, se développent ou s'étiolent et disparaissent ou restent des noms seulement.

Il s'agit concrètement d'une situation où on constate que les burundais s'intéressent à la politique de plus que d'autres domaines de la vie du Pays.

Avec l'avènement de la démocratie au Burundi tout le monde a la possibilité de faire la politique y compris les femmes aujourd'hui. Certains hommes politiques épousent la phrase de Jean Jacques Rousseau qui dit que :

« Les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde[1] *».*

Mais aussi dans le même sens d'exciter les gens à s'intéresser à la politique, l'ancien président tanzanien Julius NYERERE disait en swahili que « SIYASA NI KILIMO» qui veut dire que « la politique c'est du Job ». Il reste un phénomène multidimensionnel qui fait allusion à la fois politique, économique, sociale et culturelle.

Le phénomène de surpolitisation c'est un phénomène international (mondial) d'autant plus que ce phénomène est observable à travers toute la planète. Seulement cette surpolitisation diffère selon les pays, les régions mais aussi les continents. Ainsi, des femmes et des hommes deviennent conscients que pour être riche dans les pays du Tiers- Monde en général et au Burundi en particulier, il faut faire la politique (entrée en politique).

Cela est remarquable en circulant dans la ville de Bujumbura, confer les maisons en étage récemment construites avec comme capital « la politique ».

---

[1] J.J. Rousseau, Du Contrat social paris, seuil, 1977, p250.

Dès lors, j.p Lassale signale que :

«La politique est devenue un produit de grande consommation, à forte imprégnation commerciale, insérée dans un marché[2]*.»*

Néanmoins, plus d'une question se posent à l'égard de ce phénomène de surpolitisation. Pourquoi la grande majorité de la population burundaise s'intéresse- t- elle à la politique ? Est-ce que toutes les institutions burundaises sont surpolitisées y compris les journaux ?

2. Intérêt du sujet et objectif poursuivis

Notre travail s'inscrit dans un cadre d'évaluation des capacités des différentes institutions nationales en général et les quatre journaux en particulier. Les objectifs poursuivis dans ce travail sont biens liés à l'intérêt que nous attachons à celui-ci.

C'est alors dans le souci de mieux connaitre le phénomène de surpolitisation que nous avons cherché à rassembler des informations sur la façon dont les journaux sont crées surtout pour le rôle social et politique qu'ils jouent, voire leur capacité dans le développement du phénomène de surpolitisation.

3. Méthodologie de travail

Pour mener à bien notre étude, une analyse documentaire nous a permis de réaliser son cadre introductif et nous a fourni des informations multi-variées relatives à la surpolitisation, surtout celles ayant comme champ d'action les quatre journaux : « LE RENOUVEAU », « ARC-EN- CIEL », « UMUNTU – LUMIERE (UBUNTU-LUMIERE) » et « IWACU ». Nous avons consulté les archives de l'IDEC, l'Institut Panos Paris, maison de la presse et la bibliothèque centrale.

En outre, des entretiens avec quelques journalistes (rédacteurs en chef et les personnes impliquées dans la dynamique des journaux nous ont été utiles dans la

[2] J.P. LASSALE, La démocratie Américaine. Anatomie d'un marché politique, Paris, Armand Colin, 1990.p.1

mesure où ils nous ont permis d'avoir des compléments d'informations sur le sujet traité.

Nous n'avons pas ignoré la recherche en science humaine et sociale. Il existe plusieurs instruments de collecte de données. Mais tous ne s'emploient pas à la fois.

C'est la nature et l'objet du sujet à l'étude qui déterminent l'instrument à utiliser et selon H. P Yang :

«...Il faut bien dire, il n'y a pas de méthode bonne ou mauvaise en soi, la valeur de chaque méthode dépend du but de l'enquête et du genre de données à recueillir.»[3]

Pour cette étude, l'entretien avec des dirigeants de ces journaux nous a permis d'appréhender la réalité de ceux qui sont écrits dans les journaux.

Comme le rappelle cet auteur :

«Il y a un domaine où l'entretien et le questionnaire personnel se sont révélés particulièrement heureux. C'est celui des attitudes, des perceptions du comportement des genres dans leurs activités professionnelles.[4]*»*

Cependant, les burundais n'ont pas la culture de lire car si on les compare avec la population des autres pays de l'Afrique de l'Est ou Orientale où on constate que même les vieilles mamans lisent les journaux. D'où les journaux de manière générale ne se développent pas très bien au Burundi. Des interviews auprès des lecteurs en général et de la population en particulier nous ont été d'une grande importance.

---

[3] H.P, HANG. Enquête rurale, Rome, FAO, 1957, P10
Tiré du mémoire, B.MINANI, Du Phénomène associatif au Burundi : cas de la commune de Bururi de (1992-2002), Bujumbura, Mémoire, UB, F.L.S.H, 2008 P5.

[4] L., FESTINGER, Les méthodes de recherche en science sociale, Paris, PUF, 1974. P338

4. Délimitation du champ d'étude

La délimitation spatiale du sujet étudié ici concerne la surpolitisation de la presse écrite au Burundi. Après avoir lu des journaux écrivant les informations sur les débats et discours politique, nous nous sommes limités aux quatre journaux. Quant à la délimitation temporelle nous partons de l'année 2005 jusqu'à nos jours.L'année correspondant à l'éclosion du phénomène de surpolitisation.

5. Hypothèse

Dans le souci d'atteindre nos objectifs, il a été plus qu'utile de vérifier quelques hypothèses de travail. En rapport avec l'hypothèse général, nous partons du postulat que les journaux contribuent au phénomène de surpolitisation au Burundi observé au cours de ces quinze dernières années avec l'accent particulier depuis 2005. La formulation de l'hypothèse opérationnelle part du fait que les journaux manquent l'indépendance vis-à-vis du pouvoir. Ce qui constitue un handicap à leur indépendance.

Tant que l'entrée en politique au Burundi reste le seul moyen de s'enrichir, les journaux ne pourront pas s'occuper d'autres choses que la politique dans leurs écrits en général et les lecteurs concernés en particulier resteront persuadée.

CHAP. I : HISTORIQUE DES PRINCIPAUX JOURNAUX : « LE RENOUVEAU » « ARC- EN-CIEL», «IWACU» et «UMUNTU - LUMIERE»)

I.0. Définition des mots clés

1. Phénomène n. masculin : ce qui est perçu par les sens ou par la conscience. Fait naturel qui frappe l'imagination. Chose ou être extraordinaire
2. Journal n. m. Ecrit où l'on relate les faits jour pour jour
3. Article n.m. texte paru dans un journal, une publication.
4. La diffusion : nombre d'exemplaire d'un journal, d'un magazine, effectivement vendus.
5. Exemplaire ou copy en anglais : chaque unité d'un même tirage d'un journal, d'un magazine.
6. Tirage : action d'imprimer ensemble des exemplaires d'une même date imprimés en une ou plusieurs éditions.
7. Hebdomadaire : journal qui parait toutes les semaines
8. quotidien : journal qui parait tous les jours.
9. Revue de presse : dossier réunissant les informations par la presse écrite et audiovisuelle sur un produit, une entreprise, un homme, un service, etc.
10. Journaliste : qui collabore à la rédaction d'un journal, d'une chaine de radio ou de télévision.
11. Mensuel : journal qui parait tous les mois.
12. Pigiste : journaliste rémunéré à l'article. Un pigiste est un journaliste rémunéré à la tache. Par exemple au nombre de caractère ou de pages pour un rédacteur la durée dans l'audiovisuel.[5]
13. Colonnes : chacune des sections verticales qui divisent une page du journal
14. Conférence de presse : réunion d'information destinée aux journalistes.
15. Société politique : se définit comme une organisation composée par des politiciens qui partagent une même idéologie et une même vision concernant la gestion de l'ensemble du pays qui ont l'ambition de conquérir ou de garder le pouvoir. Elle se compose généralement des partis ou formations politiques. Et selon le dictionnaire sociologique ce terme signifie : résultat de la fixation sur un territoire délimité par des frontières, d'un groupe humain présentant des caractères plus ou moins marqués

[5] http:// fr.wikipedia. org/wiki/Pigiste Dictionnaire sociologique de (1-15)

d'homogénéité culturelle et régit par un pouvoir institutionnalisé. Pouvoir-réflexion-structure politique-pouvoir[6]

16. La classe politique : se définit comme l'ensemble des personnes qui s'occupe des affaires de l'Etat [7].Et selon le dictionnaire sociologique ce terme signifie aussi la classe dirigeante.
17. Un corpus : est l'ensemble des documents artistiques ou non (texte, image, vidéo de regroupé dans une optique précise
18. Recentration, déterminer une politique par rapport à un nouvel objectif. Selon le dictionnaire sociologique, ce terme vient du verbe recentrer qui signifie remettre au centre.
19. Vicissitude : changement par lequel des choses très différentes se succèdent.

La naissance de la Presse écrite au Burundi date des années 1939 avec la création du Premier journal édité en Kirundi appelé Rusiziramarembe (Semeur de la paix). Ce journal appartenait aux pères blancs. Mais la Presse Privée n'est pas uniquement l'œuvre de ces missionnaires ; des tierces personnes ont également créé leurs organes d'expression d'où nous subdivisions la Presse burundaise en deux catégories à savoir : la Presse confessionnelle et la Presse des laïcs.

La presse constitue une source importante de l'histoire comme le font remarquer P. Albert et F. Terrou

« L'histoire de la Presse est aussi, à plus d'un sens, une science auxiliaire de l'histoire moderne et contemporaine, car les journaux sont la source la plus complète, et dans leur diversité, la plus objective de l'histoire générale. Les journaux témoins et acteurs de la vie nationale et internationale sont des documents historiques, une richesse considérable mais difficile à utiliser. A sa fonction première, qui est de restituer la vie des journaux et de Préciser le rôle qu'ils ont joué dans l'évolution des sociétés, l'histoire de la Presse ajoute une sorte de fonction des sociétés,

---

[6] M. J., NYIRANKUNDABERA, Vice-présidente du programme régional de formation d'échange pour le développement PREFED Page 85.Livre : Médias et construction de la paix dans la région des Grands lacs, Nairobi, 22-24 Avril 2002, P.45

[7] Http//www.cnrtl.fr/définition politique, R. Aron, sur la communauté européenne de défense Dictionnaire sociologique.de définition, pp (16-19)

l'histoire de la Presse ajoute une sorte de fonction dérivée : celle d'aider les historiens à utiliser le témoignage des journaux »[8]

I.1. Brève Présentation des Principaux journaux «LE RENOUVEAU », « ARC-EN-CIEL », « IWACU » ET « UMUNTU-LUMIERE »

Les quatre (4) journaux ci-haut cités nous les avons appelés principaux comptes tenus de leur visibilité dans des différents endroits comme :

1. Dans les alimentations ;
2. Dans certains bureaux des cadres publics et Privés que nous avons eu l'occasion de visiter mais aussi ils sont parfois visibles à la bibliothèque Centrale de l'Université du Burundi.

« LE RENOUVEAU », « ARC –EN –CIEL », « IWACU » et « UMUNTU-LUMIERE » (Ubuntu – Lumière) » sont des journaux de la Presse écrite privée. Quant au journal «Le Renouveau » C'est un journal gouvernemental.

Ces quatre journaux, nous les appelons encore une fois principale puisque on les voit sur le marché. Ils ont une grande Clientèle selon les propos des vendeurs des journaux comme ceux des alimentations.

Le journal « ARC-EN-CIEL » est vieux de 8ans tandis qu' « IWACU » est âgé de 3 ans seulement. Quant au « Le Renouveau », il est vieux de plus de 32 ans car il a été créé sous la 2ème République en 1978.

«Le Renouveau » avait commencé étant un hebdomadaire à diffusion nationale Quant au journal « IWACU » et « ARC-EN-CIEL », le premier avait commencé comme un bimensuel alors que le second avait commence comme un hebdomadaire.

Vue l'histoire des journaux au Burundi depuis la colonisation jusqu' aujourd'hui, c'est que l'on constate est que les journaux naissent durant une certaine période, puis disparaissent suite au manque des moyens financiers. Cela est observable à la veille de l'indépendance voire après l'indépendance.

Bref, les journaux au Burundi naissent surtout à la veille des grands rendez-vous comme : L'indépendance vers la fin des années 1959-1960.Il y a ensuite une autre période qu'on peut qualifier de période de Renaissance des journaux vers les années 1992 après la conférence de La baule et la veille des élections de 1993 (Présence du multipartisme au Burundi).

Et puis on observe qu'après les accords d'ARUSHA et la veille des élections de 2005, une autre période de naissance des journaux qu'on peut qualifier de la deuxième Renaissance des journaux au Burundi. Enfin le dernier journal c'est « IWACU » qui lui aussi a été créé à la veille du grand rendez-vous c'est-à-dire la veille des élections de 2010.Le cycle de vie des journaux au Burundi est donc tributaire de rendez-vous électoraux et au moment de crise comme le montre le tableau suivant.

Tableau N°1 : « Présentation de la presse écrite privée en apparition entre 1992 et 1996 »[8]

Titre	Sortie du premier numéro	Directeur de la publication	Périodicité	Imprimeur	Tirage
Ndongozi	1939 sous le nom de Rusiziramarembe		Bimensuel	Les presses Lavigerie	3.500 exemplaires
intahe i Burundi	Juillet 1991	Augustin Ndirabika	Bimensuel	Les presses de l'unité	1.000 exemplaires
Nturenganyw e	Août 1991	Salvator Nyabenda	Bimensuel	La licorne	1.000 à 2.000 ex.
L'indépendan t	Février 1992	Claudine Matuturu	Bimensuel	Les presses de l'unité	1.500 exemplaires
Le carrefour des idées	Mars 1992	Juvénal Matuturu	Bimensuel	Les presses de l'unité	1.000 exemplaires
L'Aube de la Démocratie	Septembre 1992	Pie Ndagiye	Bimensuel	INABU	1.000 exemplaires
Kanura Burakeye	Novembre 1992	Pie Ndagiye	Bimensuel	INABU	3.000 exemplaires
Le citoyen	Décembre 1992	Edmond Toyi	Bimensuel	-	1.000 exemplaires
Nciragace	Janvier 1993	Claudine Matuturu	Bimensuel	Les presses de l'unité	3.000 exemplaires
Panafrica	Mai 1993	Antoine kaburahe et Godefroid Ndayikenguruki	Bimensuel	INABU	2.000 exemplaires

[8] E., BARINGUVU, La crise socio-politique à travers les médias écrits : cas du journal « indépendant » (1992-1996), Mémoire, U.B, F.L.S.H, Bujumbura, 2000. P 4

		ye			
La semaine	Mai 1993	Patrice Ntibandetse	Bimensuel	INABU	3.000 exemplaires
Intore	Janvier 1994	André Birabuza	Bimensuel	INABU RPP	500 exemplaires
Burundi Times	Février 1994	Alphonse Nomel	Bimensuel	RPP	1.000 à 1.500 ex.
L'Etoilo	Février 1994	Anicet Sinagaye	Hebdomadaire	Les presses de l'unité	1.000 à 1.500 ex.
La patriole	Mars 1994	Athanase Boyi	Bimensuel	Les presses de l'unité	2.000 exemplaires
L'Eclaireur	Avril 1994	Révérien Gahungu	Mensuel	INABU	1.000 exemplaires
La Balance	Avril 1994	Dismas Doweri	Bimensuel	Les presses de l'unité	1.000 à 1.500 exemplaires
Le Républicain	Juin 1994	Jean Rukankama	Bimensuel	INABU	2.000 exemplaires
La Nation	Juin 1994	Jean-Marie Bizimana	Bimensuel	INABU	2.000 exemplaires
Le Témoin Nyabusorongo	Juin 1994	Jean-Marie Hakizimana	Bimensuel	INABU	2.000 exemplaires
Le phare	Juin 1994	Patrik	Bimensuel	INABU	2.000 exemplaires
Le Miroir	Août 1994	Jean Ndayegamiye	Mensuel	INABU	3.000 exemplaires
Nankana	Septembre 1994	Jean Ndayegamiye	Mensuel	La licorne	3.500 exemplaires
Azania	Octobre 1994	Dieudonné Vandrome Ntakarahera	Bimensuel	Mister Minute	3.500 exemplaires
Amahoro	Décembre 1994	Athanase Ntiruhangura	Mensuel	INABU	5.000 EXEMPLAIRES
L'Observateur	Décembre 1994	Athanase Nahimana	Hebdomadaire	INABU	1.000 exemplaires
Burundi News	Août 1994	Hussein Nzisabira	Hebdomadaire	INABU	1.000 exemplaires
Le Débat	Novembre 1994	Edouard Mbonyingingo	Bimensuel	INABU	1.000 exemplaires
La renaissance	Novembre1995	André Birabuza	Bimensuel	RPP	1.000 exemplaires
La liberté	Février	Jean-Claude Sahabo	Bimensuel	RPP	1.000 exemplaires

Source : E., BARINGUVU, La crise socio-politique à travers les medias écrits :cas du journal « indépendant »(1992-1996) ,Mémoire ,U.B ,F.L.S.H, Bujumbura,2000, p4.

Commentaire

Après l'hebdomadaire « L'indépendant » premier journal privé à être reconnu, nous constatons un foisonnement d'autres journaux privés qui pourraient être classés en plusieurs catégories suivant leurs obédiences.

Il y a d' abord des journaux qu'on peut qualifier d'obédience Hutu, ensuite ceux d'obédience tutsi, enfin ceux qui sont pris comme organes d'expressions des différents partis. Dans ce tableau, nous situons la naissance de « L'indépendant » par rapport aux autres journaux et à leur sensibilité politique

Le tableau n°2, présentant les agences de presse locale, les journaux et les périodiques (voir Annexe 2)

En 2005, la Presse écrite publique et Privée ne comptait que quelques titres réguliers et des publications épisodiques. Parmi les publications régulières nous pouvons citer :

1. Le Renouveau du Burundi, quotidien avec un début le tirage d'environ 2.500 exemplaires ;
2. .Le périodique Ubumwe ; hebdomadaire, avec un tirage de 2000 exemplaires ;
3. .ABP Infos : il s'agit des dépêches publiées depuis 1999 par l'Agence Burundaise de Presse (ABP) par le système de courrier électronique. Ces dépêches ne servent que le public des contrées urbaines spécialement Bujumbura, et celui de l'extérieur du pays. ABP Infos publie des nouvelles d'actualités sur les sujets d'intérêt national et international.
4. . Ndongozi : journal catholique paraissant deux fois par mois;
5. . Ejo : Mensuel publié par action Aid et diffusé gratuitement dans les provinces de Ruyigi, Rutana, Cankuzo et une partie de Gitega, avec un tirage de 40.000 exemplaires.
6. Parmi les publications parfois irrégulières, nous pouvons citer :
7. Arc-en-ciel : hebdomadaire paraissant une fois par semaine avec un tirage de 1000 exemplaire ;

8. UMUNTU- Lumière : hebdomadaire paraissant une fois par semaine avec un tirage de 1000 exemplaire ;
9. Intumwa: journal paraissant une fois par mois et des fois par trimestre ;
10. Al Fatwa International : un journal d'obédience islamique ;
11. Deux agences de Presse : Net Presse et zoom Net les deux Agences diffusent des nouvelles (Par le système de courrier électronique), orientées surtout sur le secteur politique et la Bonne Gouvernance[9]

I.2. Le contexte socio-politique de la création de ces quatre principaux Journaux

I.2.1. Le contexte socio-politique de la création du Journal « IWACU»

Selon le Directeur de publication du journal « IWACU » Antoine KABURAHE, il n'y a pas de contexte politique particulier concernant la création du journal.

En effet, les mobiles de la création dudit journal étaient de promouvoir la renaissance de la presse écrite privée en français et en kirundi oublié à coté des radios et du journal gouvernemental le quotidien « Le RENOUVEAU ».

Selon toujours Antoine KABURAHE, la presse écrite est très importante, et qu'il n'est pas juste d'opposer la presse parlée à la presse écrite. Il dit que toutes les deux ont leur place dans la construction d'un Etat démocratique.

Bref, « IWACU » contribue à cette fixation de l'histoire immédiate en écrivant sur les informations d'actualité. Et cela est très important. Ensuite, même des pays comme le Burundi dont la culture dominante est la culture orale ont besoin d'une mémoire écrite. Comme le dit la sagesse antique *« les paroles s'envolent, les écrits restent. »*[10]

Albert Camus fait une comparaison en disant que : *« le journaliste est l'historien de l'instant »*[11]

---

[9] A., NTIYANOGEYE, Les paysages médiatiques au Burundi .Des origines au lendemain des élections de2005, Bujumbura, 2008, PP 22-23

[10] A., KABURAHE, Bilan de deux ans d'existence du journal IWACU du lundi le 03/05/2010

[11] N., NDIKUMANA, la communication des masses au Burundi et le pouvoir politique (1993-2000), Bujumbura Mémoire U.B, F.L.S.H, 2002.P 5

I.3. La création proprement dite des quatre journaux

La création proprement dite du journal « IWACU »date de l'année 2008 à la veille des élections de 2010.ce journal a bénéficié le soutien extérieur. Ce qui lui a permis d'être le meilleur journal de la presse écrite.

I.3.1. La périodicité du journal

Lors de sa création « IWACU » a fait le choix d'avancer lentement mais sûrement selon les propos de son directeur de publication. Pour ce dernier il fallait d'abord privilégier la formation. La première année le journal « IWACU » paraît bimensuellement. Il a été créé le 15 Avril 2008, et puis agréé le même mois et la même année. Cependant le journal « IWACU » devient un hebdomadaire depuis 2009.

I.3.2. La formation des rédacteurs du journal « IWACU »

Le journal « IWACU » est animé par des journalistes qui ont au moins un diplôme universitaire en communication. Ils subissent des formations en cours d'emploi.

Ainsi Antoine KABURAHE, le rédacteur en chef et en même temps directeur de la publication du journal « IWACU » est littéraire de formation. [Il a fait des stages]. Il est licencié en langue et littérature française. En ce qui concerne les stages de journalisme, il a fait des stages de journalisme en France et au Canada.

En définitive, la formation de ces journalistes a permis l' « IWACU » de montrer qu'au Burundi, on peut faire une presse écrite, responsable et professionnelle. Le journal « IWACU » vient de recevoir le prix de meilleur journal de la part des professionnelles des médias et ceci deux fois de suite.

I.3.3. La distribution du journal « IWACU »

La diffusion du journal « IWACU » se fait de plusieurs manières et couvre tout le pays selon Antoine KABURAHE. Par semaine le journal fait le tirage compris entre 1500 à 2000 exemplaires on le distribue dans certaines alimentations de la capitale et dans certains bureaux des différents cadres tant privés que publics ainsi que dans les centres provinciaux.

S'agissant de l'abonnement, il a 240 abonnées. Ceci a un double avantage : la vente est assurée et les types de distribution n'absorbent qu'un petit pourcentage du tirage. Selon Antoine KABURAHE, le journal est vendu à 90%.

Les distributeurs du journal gagnent 20% sur chaque journal vendu. Enfin, le reste du tirage des abonnées est distribué par le personnel de course : planton, sentinelle.

I.3.4. Les objectifs du journal « IWACU »

Il y a deux sortes d'objectifs. D'abord les objectifs globaux :

1. Informer et former le public
2. Divertir
3. Participer à la construction du processus de démocratisation.

Ensuite, les objectifs spécifiques :

1. Faire un hebdomadaire professionnel et indépendant
2. Bâtir un journal crédible et autonome.

I.3.5. La ligne directrice du journal « IWACU »

Le journal « IWACU » a comme mission principale d'avoir l'indépendance vis-à-vis des partis politiques mais aussi être indépendant du gouvernement. Ensuite, il veut amener les burundais à aimer la lecture en leur disant « lire » est très important. (Réconcilier les Burundais avec la lecture). D'après le bilan de deux ans dudit journal, l'accueil réservé au prix littéraire de ce que l'on pensait. Enfin, dans les perspectives d'avenir le journal voudrait devenir un quotidien.

I.3.6. Les thèmes principaux étudiés par le journal « IWACU »

En ce qui concerne les principaux thèmes étudiés par le journal « IWACU », on a d'abord :

1. La politique qui occupe dans ce journal 30 à 40% de l'article.
2. L'économie qui occupe 20% de l'article
3. La santé occupe 10% de l'article
4. La culture et le sport occupent 10%

(Antoine KABURAHE, Interview, du 25/8/2010)

La sécurité et le droit de l'homme occupent 20%. Quant aux thèmes appréciés par les lecteurs (clients). C'est la politique comme nous allons le revoir plus loin. Enfin, le journal bénéficie du financement de la Belgique ainsi que le soutien du Canada mais dans une moindre mesure.

I.4. Le contexte socio-politique de la création du journal public le quotidien « Le Renouveau du Burundi »

Dans la déclaration du 20 Novembre 1976, le nouveau régime s'est engagé « à développer le service de l'information pour qu'il participe d'une manière intense à l'action de former et d'informer le peuple »[12] .ceci sous la deuxième République.

Néanmoins, compte tenu de l'historique de la presse écrite au Burundi, on peut citer le flash-info (1970) puis Ubumwe (unité, 1971) le dernier-né des journaux sous la première République.

Alors, sous la deuxième République le nouveau régime voulant amener de nouveauté par rapport à l'ancien pouvoir (régime) a dû remplacer le flash-info par le quotidien en 1978. « Le Renouveau du Burundi ».

Dès sa création le 13 mars 1978, des améliorations sont enregistrées avec l'arrivée d'un noyau de journalistes formés à l'institut de sciences et technique de l'information « ISTI ».

---

[12] C., MBONIMPA, Comment se présentera le Nouveau né de la presse Burundaise «Le Renouveau »du Burundi. In Renouveau n°1 1978 p 2

Depuis sa naissance, la presse publique burundaise a été toujours subventionnée pour servir des régimes en place.[13]

I.4.1 La création proprement dite du quotidien « Le Renouveau »

La création proprement dite du quotidien « Le Renouveau » date de l'année1978 sous la deuxième République qui avait été précédé par le flash-info.Ce journal avait pour mission d'être un organe d'expression du gouvernement. Aussi, un instrument de propagande du gouvernement.

I.4.2 La périodicité du journal "Le Renouveau"

Dès sa création comme nous l'avons déjà signalé ci-haut, le quotidien "le Renouveau" voulait combler une lacune et jouer un rôle important dans l'épanouissement au Burundi d'une presse digne de son nom. Ce journal a été créé par les autorités de la deuxième République comme leur organe d'expression.

I.4.3 La formation des rédacteurs du quotidien "Le Renouveau"

Le Directeur du quotidien "Le Renouveau" en même temps le Directeur de publication dès sa création était Monsieur Cyprien MBONIMPA. Il avait un diplôme universitaire en science d'information.

En ce qui concerne la formation, les journalistes du "Renouveau"sont pour la plupart des universitaires issus de différentes facultés mais peu d'entre eux ont bénéficié d'une formation en journalisme. Ici, on peut signaler l'exception des plus anciens qui ont été formés à l'école de journalisme à Bujumbura ou à l'étranger.

Les plus jeunes sont formés dans les universités privées, dans la faculté de communication.

Bref, la plupart des journalistes sont cependant formés sur le tas. Selon Athanase NTIYANOGEYE, "La spécialisation des journalistes s'avère

[13] A., NTIYANOGEYE ,op.cit, P.27

indispensable. Il convient de signaler le quotidien du Burundi « Le Renouveau » est en avance en cette matière »[14]

I.4.4 La distribution du journal « Le Renouveau »

Comme en 1993, la distribution des journaux publics et privés est la responsabilité de chaque éditeur. A Bujumbura, il existe neuf points de vente stables ;

1. Des alimentations générales et Novotel
2. Un hôtel international, Source du Nil

Pour ce qui est du Renouveau, sa distribution se fait en plus des administrations de Bujumbura, auprès des hommes d'affaires intéressés surtout par les marchés publics. Le gros de ce tirage s'acheminait vers les ministères supposés être des clients permanents. Quant au coût il s'élevait à 20Fbu en 1978 pour passer à 50Fbu en 1984, aujourd'hui le coût de ce même journal est de 1000Fbu.
S'agissant de l'abonnement en 1978[15]

Tableau n°3 :L'abonnement en 1978 du journal « Le Renouveau »

Un Numéro : 20Fbu

	12 Mois	**6 Mois**	**3 Mois**	**1 Mois**
Burundi	5500 fbu	280 0 fbu	14 00 fbu	500 fbu
Rwanda, Zaïre (RDC) et Afrique de l'Est	6000 fbu	300 0 fbu	15 00 fbu	500 fbu
Autre pays par avion	9000 fbu	-	-	-

Source : E., KINUNDA, (ABP) Délégation des femmes tanzanienne au Burundi. In Renouveau n°1 1978 P.8

[14] Idem P88
[15] E., KINUNDA, (ABP) Délégation des femmes tanzanienne au Burundi. In Renouveau n° 1 1978 p. 8

Tableau n° 4 : L'abonnement en 1978 du journal « Le Renouveau » TARIF ETUDIANT

	12 Mois	6 Mois	3 Mois	1 Mois
Burundi	3000 fbu	2000 fbu	1000 fbu	350 fbu
A l'Etranger	5000 fbu	3000 fbu	1800 fbu	-

Source : E., KINUNDA, (ABP) Délégation des femmes tanzanienne au Burundi. In Renouveau n°1 1978

Mais entre temps, le prix par numéro était de 100Fbu en 2000.
Pour cette année l'abonnement était fixé de manière suivante :

Tableau n°5 :L'abonnement en 2000 du journal « Le Renouveau » BURUNDI

	12 Mois	6 Mois	3 Mois
Livraison siège	19000 fbu	10000fbu	5700fbu
Livraison par distribution	21500fbu	11800fbu	6300fbu
Livraison par poste	22800fbu	12400fbu	6000fbu

Source : S., GAHUNGU, Le Quotidien Burundais d'information. In Renouveau n°5480 du mercredi 5 au jeudi 6avril 2000.P.1

Tableau n°6 : L'abonnement en 2000 du journal « Le Renouveau »
ETRANGER

	12 Mois	6 Mois	3 Mois
CEPGL	US$ 220	US$115	US$60
EUROPE	US$250	US$130	US$70
AUTRES	US$260	US$135	US$70

[16]**Source** : S., GAHUNGU, Le Quotidien du Burundais d'information .In Renouveau n°5480 du mercredi5 au jeudi6avril 2000.P.1

Quant à l'année 2003 le prix par numéro était passé à 200Fbu .Pour cette année l'abonnement était fixé de manière suivante :

Tableau n°7 :L'abonnement en 2003 du journal « Le Renouveau »
BURUNDI

	12 MOIS
Livraison au siège	25000 fbu
Livraison par distributeur	31000 fbu
Livraison par poste	35000 fbu

Source : S., GAHUNGU, Un enfant enterré par sa mère reste encore en vie. In Renouveau n° 5919 du mercredi 8 janvier2008 24è année, P.11

[16] S. GAHUNGU, Le Quotidien Burundais d'information .In Renouveau n° 5480 du mercredi 5 jeudi 6 Avril 2000 21é année .P.1

Tableau n°8 :L'abonnement en 2003 du journal « Le Renouveau »

ETRANGER

	12 MOIS
CEPGL	US$ 220
EUROPE	US$ 250
AUTRES	US$ 260

[17]**Source** : S., GAHUNGU, Un enfant enterré par sa mère reste encore en vie. In Renouveau n° 5919 du mercredi 8 janvier2008 24è année, P.11

Tableau n°9 : L'abonnement en 2009 du journal « Le Renouveau »

TARIFS ABONNEMENT EN 2009 AU JOURNAL « LE RENOUVEAU »

	12 mois	6 mois	3 mois
Canal casier	184.080 Fbu	92.040Fbu	46.020Fbu
A domicile	190.216 Fbu	96.642Fbu	48.465 Fbu
Poste BDI	202.488 Fbu	102.778 Fbu	52.156 Fbu
Afrique	$ 343	$142	$ 94
Europe	$ 390	$ 203	$ 108
Amérique	$ 406	$ 211	$ 110

Source : In Renouveau n°7569 32è année du 9juillet 2009 p19

Les prix indiqués sont toutes taxes comprises.

La demande d'abonnement se fait auprès du service commercial du PPB. En 2009, Le Renouveau avait comme Directrice de la Publication et Rédactrice en chef Alice KWIGIZE, son rédacteur en chef adjoint était Gilbert NTAHORWAMIYE [18]

[17] S., GAHUNGU, Un enfant enterré par sa mère reste encore en vie. In Renouveau n° 5919 du mercredi 8 janvier 2003 24é année. P.11

[18] G., NTAHORWAMIYE, Un championnat du monde de porter de femme .In Renouveau n°7569 32é année du 9 juillet 2009, p 19

En 2005, « Le Renouveau » du Burundi avait un tirage d'environ 2.500 exemplaires, mais d'habitude son tirage ne dépassait rarement 1.200 exemplaires.

En 2005 et 2006, « Le Renouveau » a bénéficié d'un achat massif de 15 numéros supplémentaires dans le cadre d'une action du comité national de lutte contre le sida.

Enfin, les abonnés de Bujumbura sont servis par six courriers cyclistes alors que l'intérieur du pays est servi par voie postale.

COMMENTAIRE

Du tableau n°3 au tableau n°9, nous constatons que le prix du journal « le Renouveau » n'a cessé d'augmenter. Ce prix est passé de 20 Frs en 1978 à 1000 Frs en 2009. Au Burundi, l'abonnement dudit journal était de 5500 Frs/an, en 2000, l'abonnement du même journal était passé à 19.000 Frs/an au siège.

En 2003, l'abonnement était de 25.000 Frs/an et enfin, en 2009, l'abonnement à domicile était passé à 190.216 Frs/an. Bref, le prix du journal « le Renouveau » n'a cessé d'augmenter d'une part à cause de l'inflation et le coût des papiers qui ont augmenté. Ensuite, le journal est passé du bimensuel à l'hebdomadaire et actuellement c'est un quotidien. Les 3 autres journaux c'est la même chose, ce sont des hebdomendaires.

I.4.5. Les objectifs du quotidien « Le Renouveau »

L'un des grands objectifs du quotidien « Le Renouveau » était celui de rapprocher l'information le plus possible de la population. L'autre objectif était de faire connaître aux amis étrangers le vrai visage du Burundi qui avait souvent été présenté comme le théâtre de la tragédie. La presse écrite en tant qu'un moyen d'expression d'opinion provoque nécessairement des controverses.

I.4.6. Les thèmes principaux étudiés par le quotidien « Le Renouveau»

En ce qui concerne les principaux thèmes étudiés par le quotidien « le Renouveau » depuis l'apparition de son 1er numéro du 13 Avril 1978 sont :

Des problèmes d'ordre politique, économique, social et culturel. En 2005, « le Renouveau » reste essentiellement un espace pour des communiqués officiels, des publications d'offres d'emploi et de marchés publics pour les ONG et les institutions multilatérales et les grands projets de l'Etat, etc.

Même s'il se présente comme un quotidien, il ne paraît que pendant les cinq jours de la semaine et donc pas le week-end.[19]

En ce qui concerne son financement, l'Etat couvre les frais de personnel et fournit les locaux Depuis 6 ans, le gouvernement ne prend en charge que les salaires et les frais de fonctionnement doivent être payés par la publicité, ce qui constitue un frein au fonctionnement. Pour ce qui concerne l'organisation du travail les thématiques sont subdivisées en cinq rubriques : la politique, l'économie, les finances, la santé et l'environnement, la justice et la société, l'éducation, les sciences et la technologie.

Chaque rubrique est couverte par trois à quatre journalistes. Contrairement aux journaux privés, le journal gouvernemental donne des informations sur ce qui se passe dans les provinces et, dans une moindre mesure, sur ce qui se passe au niveau international.

Le journal gouvernemental : «présente plus d'articles sur les sujets et des préoccupations de la société en général que sur la politique ».

La conférence de rédaction se tient l'une de 7 heures 30 à 9 heures et l'autre dans l'après – midi. Le bouclage des papiers est fixé à 14 heures. La rédaction ne dispose que d'un seul véhicule, ce qui est pour elle insuffisant.

---

[19] C., MBONIMPA, op.cit, p 2

I.5. « ARC-EN-CIEL »

I.5.1. Le contexte socio- politique de la création du journal « ARC-EN-CIEL»

Le journal « ARC-EN-CIEL » fut précédé par un autre journal connu sous le nom de « Nouvelle vision » dirigé par Thierry NDAYISHIMIYE. Son premier numéro est apparu le 24 avril 2003.

Thierry NDAYISHIMIYE avait pour but de créer un journal impartial et indépendant au contenu équilibré. Le journal ne paraît plus depuis mi-décembre 2003.

L'hebdomadaire privé Arc-en-ciel est créé en 2004 par l'ancien directeur du journal « Nouvelle vision », Thierry NDAYISHIMIYE, et paraît de façon régulière surtout lors de la campagne électorale de 2005. Donc, le contexte socio-politique de la création du journal « ARC-EN-CIEL » était de répondre aux appétits des hommes politiques à la veille des élections de 2005.

Selon le directeur du journal « ARC-EN-CIEL », ce journal avait l'ambition de changer l'image de la presse écrite au Burundi. Surtout que le journal venait d'être crée à la veille des grands événements au Burundi comme les élections de 2005 et la fusion de l'armée régulière avec les anciens mouvements rebelles. D'où selon lui, il fallait créer un journal important et indépendant au contenu équilibré.

I.5.2. La création proprement dite du journal « ARC-EN-CIEL»

La création proprement dite du journal «ARC-EN-CIEL » date des années 2004 à la veille des élections de 2005.Ce journal avait été créé aussi durant la période de fusion de l'armée régulière avec les excès mouvement rebelles. Donc, durant le processus d'intégration dans les corps de défense et de sécurité.

I.5.3.La périodicité du journal « ARC-EN-CIEL»

Depuis sa création, le journal « ARC-EN-CIEL » est un hebdomadaire qui parait chaque semaine. Il a été créé en 2004 à la veille des élections de 2005 comme nous l'avons déjà souligné. Il arrive des fois que le journal n'apparait pas comme prévu ceci suite aux problèmes d'ordre financiers ou techniques.

I.5.4. La Formation des rédacteurs de « l'ARC-EN-CIEL»

Le journal « ARC-EN-CIEL » est animé par des journalistes qui ont au moins un diplôme universitaire ou des Etudiants. Son directeur de publication Thierry NDAYISHIMIYE, après avoir été formé à l'institut supérieur de commerce (ISCO) en fiscalité et à l'Institut supérieur de contrôle de gestion (ISCG) en audit financier et contrôle de gestion, il se lance à temps plein dans le journalisme en passant par plusieurs journaux comme : la vérité Azania et Nouvelle vision.

Pour ce qui est du personnel en 2005, quatre pigistes collaborent de façon permanente et d'autres sporadiquement tous des étudiants de la faculté de communication de l'université Lumière. Le recrutement se fait de façon informelle car le journal n'a pas d'argent pour passer un appel à candidature.

I.5.5. La distribution du journal « ARC-EN-CIEL»

La distribution du journal « ARC-EN-CIEL » est la responsabilité de l'éditeur. A Bujumbura, il existe deux points de vente stables :

1. Des alimentations générales et Novotel
2. Un hôtel international, source du Nil

Le journal ARC-EN-CIEL se trouvait en 2005 parmi les publications parfois irrégulières[20]. Par semaine le journal a un tirage de 1000 exemplaires ceci depuis 2005. Le journal ne disposant pas de rédaction, les textes sont saisis par le directeur, qui reste d'ailleurs le principal rédacteur d'articles, sur son ordinateur (PAO) constitue un des services proposés à bon prix aux petits éditeurs par la maison de la presse.

---

[20] A. NTIYANOGEYE, op cit, p.100

Le personnel c'est - à- dire les quatre pigistes « sont payés par article à 10.000 Fbu et à 30.000 Fbu quant il s'agit d'une information pas encore diffusée.

S'agissant du financement, le journal s'autofinance par les recettes des ventes vu qu'il ne peut pas compter sur des appuis venant de l'extérieur ou des recettes de la publicité. Cette entreprise lui apporte environ 5000 dollars us l'an.[21] Pour ce qui est de la vente, le journal est vendu par des jeunes vendeurs de rue recevant un certain pourcentage 200 à 300 Fbu par numéro vendu.

I.5.6. Les thèmes principaux étudiés par le journal « ARC-EN-CIEL»

En ce qui concerne les principaux thèmes étudiés par le journal ARC-EN-CIEL d'abord :

1. -Il y a la politique qui occupe plus de la moitié des colonnes. Pour les rubriques chaque numéro contient un long éditorial, une demi- page de pensées célèbres, un baromètre des personnalités et des articles d'investigation.

2. Ensuite, il y a une rubrique consacrée en dernière page à la vie sexuelle et affective des couples selon le directeur de publication, cette page assure la vente du journal. Sans celle-ci la vente du journal baisserait.

La Première page est conçue comme une vitrine. Il ne s'agit que des titres et des photos qui renvoient aux pages intérieures.

Selon l'étude de Fyon, les charges régulière d'Arc-en-ciel s'élèvent à environ 30.000 dollars us/an et sont constitués des coûts d'impression (15.000dollars us/an à la Maison de la Presse), des frais divers (environ2.000dollars us/an) et des charges de Pigistes (environ 1000 dollars us/an).[22]

Bref, les thèmes principaux étudiés par journal Arc-en-ciel sont société, politique, justice, santé, culture, sport et sexologie, etc.

---

[21] E., PALMANS, Médias et politique en situation de crise : le cas du Burundi, Antwerpen, 2008, p.23
[22] Idem

I.5.7. La ligne directrice du journal « ARC-EN-CIEL»

Cette ligne directrice du journal Arc-en-ciel c'est la « neutralité » et veut promouvoir le respect des droits de l'homme selon les propos de son Directeur de publication.

I.6. «UMUNTU–LUMIERE» (UBUNTU- Lumière)

I.6.1. Le contexte socio- politique de la création du journal « UMUNTU-Lumière »

Le journal « UMUNTU-Lumière » est créé 2003 dans l'optique de promouvoir la vérité au Burundi dans une période post-conflit. Mais aussi faire l'analyse des faits sociaux qui se passaient chaque jour au Burundi.

Enfin « UMUNTU-Lumière » avait l'objectif de réconcilier les burundais qui avaient été tant divisées par les différentes guerres que le Burundi a connues depuis son accession à l'indépendance comme celles de 1965, 1972, 1988, et1993 jusqu' à l'accord d'Arusha.

Ce journal a été créé en 2003 par Patrice NDIKUMASABO, ancien directeur d'une agence d'information. Depuis sa création, ce journal « UMUNTU- Lumière » était un hebdomadaire d'actualité. Selon son directeur de publication ce journal s'était donné l'objectif d'être la « voix des sans voix », car il y a une partie consacrée à des réclamations de la population.

Dernièrement ce journal vient de change le non passant de l'appellation d' « UMUNTU-LUMIERE » à l'appellation de « UBUNTU-Lumière » et devient un bimensuel (cfr. UBUNTU-Lumière) [23]

[23] P., NDIKUMASABO, in UBUNTU-lumière (UMUNTU-LUMIERE ancien appellation) n° 180 du Mardi 31AoûT 2010.P8

I.6.2. La création Proprement dite du journal « UMUNTU-Lumière»

La création proprement dite d' « UMUNTU-Lumière » date de l'année 2003.Comme l'Arc-en-ciel, lui aussi a été créé durant la période des grands événements dans le pays comme le processus d'intégration dans les corps de défense et de sécurité des excès mouvements rebelles, et à la veille des élections de 2005.

I.6.3. La Périodicité du journal « UMUNTU-Lumière»

Le journal « UMUNTU-Lumière » a été créé en 2003 par Patrice NDIKUMASABO, avec une parution irrégulière sauf en 2005.Depuis sa création, ce journal est un hebdomadaire.son apparitions régulière date de 2005 lors de la période électorales.

I.6.4. La Formation des rédacteurs du journal « UMUNTU-Lumière»

Le journal « UMUNTU-Lumière » est animé par son directeur de publication. Au niveau du personnel, le journal n'a pas de rédaction fixe et travaille avec des étudiants des différentes universités et filières.ces étudiants ne sont pas payés car, selon le directeur du journal, pour eux, *« écrire pour le journal est une occasion de se former au journalisme ».*[24]

De plus, le directeur du journal les envoie dans les séminaires de formation où ils reçoivent généralement une rémunération ou des frais de transport de 5.000 à 10.000Fbu. En ce qui concerne son directeur de publication il fut l'ancien directeur d'une agence d'information. Comme formation, il est licencié en histoire.

[24] E., PALMANS, Op cit, P.176

I.6.5. La distribution du journal « UMUNTU-Lumière»

Ce journal comme c'est le cas pour l'Arc-en-ciel, la vente est également assure par des jeunes vendeurs de rue recevant un certain pourcentage des recettes 200 à 300 fbu par numéro vendu.

S'agissant de l'abonnement : Le journal « UMUNTU-Lumière » avait comme points de vente fixe : Hôtel de l'Amitié, Novotel, Alimentation : Bon Prix, Fée du Logis, Gatogato, Escale du Bien, Fido Dido.

En ce qui concerne le prix du journal, il augmente de 600fbu à 800 fbu durant la période électorale de 2005, dû à l'augmentation du prix de l'impression [25]

Quant au financement, le directeur de publication dudit journal Monsieur Patrice NDIKUMASABO dit ne pas disposer de financement. La publication du journal ne donne pas de bénéfice, à tel point qu'il n'est pas toujours capable de s'autofinancer, ce qui lui fait d'investir parfois ses propres fonds pour le faire survivre. La publicité se fait des personnes qui paient pour avoir un article sur eux dans le journal.

I.6.6. Les objectifs du journal «UMUNTU-Lumière»

Les objectifs du journal «UMUNTU-Lumière» est de faire le journal un hebdomadaire d'actualité, vérité, analyse et réconciliation.

S'agissant de sa ligne directrice ou ligne éditoriale vise la vérité et la réconciliation à travers une conviction religieuse.

I.6.7. Les thèmes principaux étudiés par le journal « UMUNTU-Lumière»

Le journal prend beaucoup d'articles des sites internet burundais selon son directeur Patrice NDIKUMASABO pour des raisons de remplissage.

« UMUNTU-Lumière » est composé de différentes rubriques dont, entre autre, « Editorial »avec une prise de position et une analyse.

---

[25] Idem. P.232

Une rubrique plus libre que l'éditorial, qui contient un reportage avec plusieurs opinions et à la fin l'opinion du journaliste et la « *voix des sans voix* », avec des réclamations de la population. [26]

La Première page expose tous les titres sous forme de table de matière, encadrée de photos des personnalités politiques et de la société civile. De manière générale, les articles sont longs, couvrant plusieurs pages et à majorité, de contenu politique. Il n'est pas évident de boucler chaque semaine le numéro et d'assurer une publication régulière[27].

Conclusion du Chapitre

En analysant l'historique des journaux au Burundi, force est de constater que la grande majorité des journaux se créent à la veille des grands événements, comme les élections et changement de régime ou pendant la période de crise politique.

Ceci concerne surtout les journaux privés par exemple beaucoup des journaux ont été créés à la veille des élections de 1992.

Ensuite, nous avons constaté la naissance des journaux en cascade après l'assassinat du 1^{èr} Président démocratiquement élu le 21 Octobre 1993.

Enfin, on voit d'autre naissance ou création des journaux à la veille des élections de2005 comme : le journal « UMUNTU-Lumière» en 2003, journal « Arc-en-ciel » en 2004.

Récemment en 2008 le journal privé « IWACU »très célèbres en peu de temps car il vient de recevoir des prix pour être un meilleur journal de la presse écrite au Burundi. Lui aussi, comme ces précédents, a été créé à la veille des élections de 2010. Bref, la grande majorité de ces journaux sont tous privés paraissent d'une façon irrégulière. Mais leur apparition régulière s'observent lors de la période électorale c'est le cas d' « UMUNTU-Lumière » et « Arc-en-ciel » en 2005 cfr. Le corpus des journaux de 2005 (en annexe).

[26] P., NDIKUMASABO, op.cit P. 176
[27] E.Palmans, op.cit. P.176

CHAP. II. DU PHENOMENE DE SURPOLITISATION AU BURUNDI

Avant d'étudier ce chapitre sur le phénomène de surpolitisation au Burundi, il est utile de définir les mots clés de ce chapitre ainsi que de dégager la théorie y relative. Ces mots sont *« le phénomène » et « la surpolitisation »*.

II.1. Définitions des mots clés

II.1.1. Le terme « Phénomène »

Le terme phénomène a plusieurs acceptations. Mais malgré les multiples significations, une idée générale se dégage des définitions qui lui sont accolées.

Le phénomène nom masculin : En termes de philosophie, il désigne l'objet tel qui nous apparaît par opposition à l'objet tel qu'il est en soi. Il se dit figurément de certaines choses qui surprennent par leur nouveauté ou par leur rareté[28].

Il se dit aussi familièrement, des personnes qui surprennent par leurs actions, par leurs vertus, par leurs talents etc. S'agissant de la définition :

«C'est l'élément matériel d'un fait empirique, d'une expérience observable, d'un événement qui peut être objet d'expérience ».[29]

En ce qui concerne la définition philosophique du terme « phénomène » : c'est ce qui est perçu par un sujet conscient, dans l'ordre de la nature comme dans le domaine mental.[30]

Selon Kant, le terme phénomène se définit comme :

«Ce qui est aperçu par le sens, apparaît et se manifeste à la conscience ».[31]

Ce terme peut également se définir comme la manifestation, personne extraordinaire, chose extraordinaire, individu anormal, personne bizarre.[32]

---

[28] Source : http // fr : wiktinary.org/wiki/ph/%c3%A9non%c3%
A8nl Académie française, 8è édition [visité le 7septembre à 11 h20']
[29] http//fr : wiktinary.org op cit même page.
[30] Idem
[31] P., MAUBOURGUET, Petit Larousse en couleur (Dictionnaire Encyclopédique), Paris, Larousse, 1991, P.732

Enfin Selon le dictionnaire encyclopédique, le terme phénomène se définit comme :

«Ce qui est perçu par la conscience, par le sens ou par l'observation objective ».[33]

De toutes les définitions développées pour donner un éclaircissement sur le terme phénomène nous retenons celle de Kant :

«Le phénomène signifie ce qui est perçu par le sens, ce qui apparaît et se manifeste à la conscience.»

En effet, les quatre dernières définitions ont des termes semblables comme : *manifestation et apparition.*

II.1.2. Le terme « surpolitisation »

Le terme surpolitisation est un terme dérivé du mot politique. La politique signifie ce qui est relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir de l'Etat[34]. Le mot surpolitisation est un mot composé par deux mots. C'est-à-dire surpolitisation. Le premier mot c'est **sur** qui signifie au-delà des limites, excès.

Le deuxième mot c'est la **politisation** qui signifie l'action de politiser, résultat de cette action. C'est par exemple la politisation d'une grève. *« Politisé»* c'est donner un caractère politique à quelque chose, une conscience politique à quelqu'un[35]. Mais aussi politiser signifie engager .Et par conséquent la politisation signifie l'engagement[36].

Pour la sociologie politique, la politisation se définit comme *:*

«La compétence à se forger une opinion sur les affaires de la cité pour participer au débat public de façon constructive, en connaissance de ses droits et de ses obligations. Elle renvoie aux modalités de gouvernement et à la régulation des compétitions d'accès au pouvoi.» [37]

---

[32]P., BOGAADS, Dictionnaire Le Robert et Van Dale, Paris, Antwerpen, 1993, p. 423(sic)
[33] H. BERTAUD DU CHAZAUD, Dictionnaire Encyclopédique, Paris, Philippe Auzou, 2003, p.1169
[34] H., BERTAUD DU CHAZAUD, op.cit. p 1169
[35] Idem
[36] D., JOCHAUD, Dictionnaire de synonyme et mots de sens voisin, Paris, Gallimard, 2003, P 1357
[37] J-P.,JACOB, L'Action publique dans la commune de Réo (Sanguée, Burkina-Faso) surpolitisation et personnalisation des institutions Programme ASPL2, Mars 2009, p23

Quant au mot surpolitisation ; elle se définit comme :
«L'excès de politisation, centrage de la vie autour de la politique. »[38]

Il y a ensuite une autre définition récente «savante» qu'on peut se reporter, par exemple à Max WEBER, dans «le savant et le politique» selon lui :

«La surpolitisation c'est l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir, soit entre les Etats, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même Etat.» [39]

D'une façon générale, la surpolitisation se manifeste dans l'administration qui sert le pouvoir politique en tant qu'il est l'émanation de la souveraineté populaire. Cette description qui correspond à l'idéal type Wébérien de la bureaucratie, se trouve néanmoins fréquemment contestée par les nombreuses accusations de « politisation de la haute fonction publique ».

L'idéal de neutralité est si fort que toute mention de politisation apparaît comme délégitimant la base des démocraties étant justement cette dissociation entre l'Etat comme structure administrative et le politique. Mais si l'osmose du politique et de l'administration risque de conduire au totalitarisme, une trop grande étanchéité entre les deux peut amener, souligne Yves Meny, à l'inefficacité.[40] Par la suite, nous allons analyser la genèse du phénomène de surpolitisation au Burundi.

[38] Http// www.algeria-watch.org/farticle/presse/forum juin 02.htm par Arabchih, EL watan, 15 juin 2002, FORUM SUR LA PRESSE ECRITE Débat entre experts [visité 01/04/2010 à 17h 04']
[39] http://www.america.gov,Gisele journal Article by Gisel Sapiro, French politics, culture and society.vol. 19,2001, P2
[40] Idem

II.2. La genèse du phénomène de surpolitisation au Burundi

L'origine la plus lointaine du phénomène de surpolitisation au Burundi serait la naissance et la multiplication d'une presse écrite *« de la haine*[41] *» 1993-1996.* Certains journaux ont indéniablement contribué essentiellement entre 1993 et 1996 à nourrir une augmentation politique de décision et de haine à travers une rhétorique qui renforçait les stéréotypes, la peur de l'autre et le sentiment de menace imminente.[42]

En 1995, il y avait un journaliste de la presse burundaise qui avait même dit à son ministre :

«Monsieur le Ministre, erega dukorera ubwoko bwacu, (sachez que maintenant nous travaillons pour notre ethnie.» [43]

D'après Julien NIMUBONA, au Burundi le phénomène de surpolitisation s'est manifesté à travers :

«La densité et l'intensité des violences qui s'expliquent par les mêmes facteurs qu'ailleurs, mais il s'ajoute que d'autres éléments de sociohistoire du politique densifient le problème du clivage unique et des clivages superposés.»[44]

Selon lui, il y a d'abord le poids des contextes et des limites structurelles. Ensuite, il y a les pesanteurs de la culture politique des populations.

En effet, la culture politique des populations est donc encore dominée par les allégeances subjectives[45] et parochiales à caractères communautaristes et partisans[47].

---

[41] « De la haine » nés après l'assassinat en 1993 du président M., NDADAYE. Des journaux pro-hutu (l'Aube de la démocratie) et pro-tutsi (Le carrefour des idées) diffusaient les messages axés sur la haine et la diabolisation

[42] M- S., FRERE ; R., HOWARD ; JP., MARTHOZ et P., SEBAHARA, Afrique central, médias et conflit, Vecteur de guerre ou acteur de paix, Paris, complexe, 2000, P P.65-66

[43] C., NDIKUMANA, Médias et construction de la paix dans la région des grands lacs, Nairobi, 22-24 Avril 2002 , P.62

[44] J., NIMUBONA, in Revue de l'institut de développement économique IDEC volume3 N°3 janvier-Août 2009, p.104

[45] J., NIMUBONA, « Du lien entre gouvernance démocratique et Résolution des conflits », in Revue de l'institut de développement économique, IDEC, volume3 N°4 Septembre-Décembre 2009, P.108

S'agissant de l'évolution du phénomène de surpolitisation au Burundi, ce phénomène prend de l'ampleur avec l'accord d'Arusha qui a institutionnalisé la perception ethnique du politique.

A Arusha, le conflit était défini comme « 'politique » avec des dimensions ethnique extrêmement importante et qui découle d'une lutte de la classe politique pour accéder au pouvoir et /ou s'y maintenir (cfr Article 4 a Protocole 1 d'accord d'Arusha à voir plus tard).

En ce qui concerne la nature du conflit burundais, les parties reconnaissent qu'il s'agit :

1. d'un conflit fondamentalement politique avec des dimensions ethnique extrêmement importantes.

2. d'un conflit découlant d'une lutte de la classe politique pour accéder au pouvoir et/ou s'y maintenir[46].

En effet, l'article 164 alinéa a. de la constitution du 18 mars 2005 sur l'assemblée Nationale stipule que : « L'Assemblée Nationale est composée d'au moins cent députés à raison de 60% de hutu et de 40% de tutsi y compris un minimum, de 30% des femmes, élus au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans (5ans) et de trois (3) députés issus de l'ethnie Twa cooptés conformément au code électoral (cfr. Article 129 alinéa a).

Donc, c'est comme si l'ethnicité politique était devenu une ressource fondamentale qui a acquis une force sur les acteurs à force d'en faire un moyen et une fin.[47]

Ce phénomène de surpolitisation se poursuit avec la lutte d'influence entre le G10 et le G7 pour l'allocation des fonds et des contrats, et conflit de compétence prévisible. « Oeuvre était de presser avec le MRRDR le rapatriement à des fins politique »[48]. Enfin, le phénomène de surpolitisation au Burundi s'accentue avec la constitution post-transition et la loi qui ont régi les

---

[46] REPUBLIQUE DU BURUNDI, l'accord d'Arusha du 28 Août 2000, Dar- Salam, 2000, P.21

[47] J-S ., MUNTUNUTWIWE, « Les pouvoirs de la violence politique au Burundi » : Essaie d'analyse explicative. Thèse de doctorat ; Pau, Université de Pau et des pays de l'Adour cité par J., NIMUBONA in Revue de l'institut de développement économique, IDEC, volume3 N°4 Janvier-Août 2009, p.102

[48] http//www.grands lacs. Réfugiés et déplacés burundais : construire d'urgence un consensus [visité le 24/9/2010 à 10h]

élections de 2005. Dans ces derniers les quotas sont fixés à tous les niveaux politiques et administratifs[49].

En ce qui concerne les élections de 2010, les grands partis institutionnels (CNDD-FDD, FRODEBU et UPRONA) à la veille des élections de 2010 ont recommandé de ne pas toucher à des équilibres « chèrement négociés »[50].Tout ça nous montre ou prouve que le phénomène de surpolitisation continue jusque dans nos jours.

En conclusion, le phénomène de surpolitisation au Burundi avait commencé avec le processus de démocratisation après la conférence de La baule et la chute du mur de Berlin en 1990. C'est à partir de la décennie 1990 qu'on a vu la participation de la grande majorité des burundais à la politique. Mais aussi on a constaté que toute la société à tous les niveaux parle politique. (Analyse des systèmes politiques néo-patrimonialités).

II.3. Les différentes formes de surpolitisation au Burundi

II.3.1. La surpolitisation des institutions

Au Burundi on peut diagnostiquer une situation de surpolitisation dominée par l'usage systématique par les politiciens : des institutions, des endroits, des ressources matérielles symboliques locales voire nationales pour alimenter leurs stratégies d'accession et de maintien au pouvoir.

D'abord, il y a la surpolitisation de l'espace public au Burundi :

1. L'absence de fonctionnalité des institutions locales ou les dysfonctionnements des institutions (à voir plus tard).
2. La formation des nouveaux syndicats au Burundi (le SEEPBU et SIPESBU).

En ce qui concerne les routes au Burundi, il y a une rue qui est spécialement conçue pour les démonstrations publiques.

---

[49] J., NIMUBONA, op.cit, P.77
[50] J., NIMUBONA, op.cit, P.77

En effet, comme le montre J. LAFARGUE :

«A Bujumbura, le boulevard de l'indépendance fut élaborée sous la 2ème République en 1980. L'emplacement est stratégique, puisqu'il borde la présidence, coupe la rue au nom du parti alors au pouvoir, l'UPRONA (l'Unité pour le Progrès National), et débouche sur l'avenue du Prince Louis RWAGASORE, Héros de l'indépendance et fondateur de l'UPRONA. Cette voie publique sera systématiquement empruntée lors des défilés partisans, syndicaux ou militaires. Mais les revendications démocratiques ont transformé la rue en véritable espace de concurrence. Des manifestations s'y sont déroulées de façon plus ou moins régulière. Des émeutes l'ont aussi meurtrie, ou des sit-in l'ont apaisée. Le commerce informel par l'intermédiaire des vendeurs de rue s'est aussi largement développé.»[51]

Ensuite, il existe plusieurs sortes de surpolitisation, on peut citer quelques uns d'entre-deux : Il y a la surpolitisation économique, la surpolitisation du champ social et la surpolitisation de l'information.

Cependant, la négation du conflit politique va de pair avec la surpolitisation des segments sociaux tels : la religion, le syndicat, l'armée, l'université etc.

La surpolitisation des segments sociaux se traduit par:

«Le fait que n'importe quel politicien se considère comme investi de la mission de contrôler la politique du pays, n'importe quel croyant se proclame dépositaire de l'autorité divine pour bousculer les autres croyants considérés comme plus ou moins dans l'erreur, n'importe quel syndiqué se croit autorisé à parler au nom de tous les travailleurs, n'importe quel universitaire s'investit de l'autorité de la science pour imposer ses convictions politiques aux autres protagonistes sociaux. »[52]

---

[51] J.LAFARGUE, la rue africaine en mouvement : politique et action collective, CREPAO, Université de Pau 1996, P.27 sur le www. Politique-africaine.com/numéros/pdf/063024 visité le 05/04/2010 à 11h

[52] http// doc.google.com/vieuver : Lahouari ADDI, peut-il exister une sociologie politique en Algérie ? Institut de sociologie, université d'Oran in revue peuples méditerranéens (n°54-55) PP221-227,1991 [visité la 28/08/2010 à 10h05]

II.3.2. La surpolitisation économique

Selon les approches utilitaristes, avoir le pouvoir d'Etat est une entreprise d'accumulation et d'accès aux autres ressources au profit des élites politiques (Stradding ou Tremplin[53]).

La surpolitisation économique au Burundi se manifeste à travers les activités génératrices de revenu.

Or, *«Dans un pays où la population vit à plus de 95% des activités agricoles, le seul canal de la réussite sociale, économique et symbolique consiste à la détention des ressources qui permettent de pénétrer les structures de l'Etat, plus grand employeur et distributeur de termes spéciaux d'échange de la monnaie.»*[54]

C'est pourquoi beaucoup de gens préfèrent faire la politique, car, c'est la seule façon de s'enrichir très rapidement (cfr. les maisons en étage récemment construites dans la ville de Bujumbura depuis 2005).

Et comme le souligne Julien NIMUBONA :

«Les compétitions politiques se déroulent sur ce front de lutte pour la conquête de pouvoir institutionnel qui contrôle des ressources économiques.»[55]

En accédant au contrôle des ressources économiques, la plupart des politiciens passent aux pratiques corruptives qui s'insèrent dans cette logique.

Ainsi, « la corruption » se définit comme :

Un «abus de pouvoir public pour gain privé » [56] *« Abus de pouvoir reçu en délégation à des fins privées »* [57] *ou encore « abus de position publique à des fins d'enrichissement personnel.»* [58]

---

[53] J., NIMUBONA, « La perception de l'identité ethnique dans le processus électoral au Burundi »Volume3n°3 aout 2007, P.39

[54] Idem

[55] J.NIMUBONA : « Masque ethnique, clientélisme et compétition pour le contrôle des termes d'échange au Burundi. Essaie d'économie politique de la corruption et de conflit au Burundi ». In Revue de l'institut de développent économique, IDEC, volume3 n°3 Janvier-Août, 2009, P.9

Ses manifestations sont multiformes : détournements, népotisme, prise illégale d'intérêts, recettes et abus de biens sociaux, financement illicite des partis, corruption politique, achat de vote, pots de vin, gestion frauduleuse, concussion, enrichissement et acquisitions illicites des biens, infraction d'ingérence, prise de participation, délit d'initie, lobbying, trafic d'influence, extorsion, favoritisme, blanchiment d'argent, etc. [59]

En définitif, la surpolitisation économique au Burundi se traduit par la « réussite sociale».

Selon le même auteur :

«En Afrique en général, au Burundi en particulier l'accès à l'emploi public apparaît comme le stade suprême de réalisation de cette réussite. Non seulement parce que cette position autorise l'accès aux honneurs et hommages (« l'être »), mais aussi parce qu'elle peut alors permettre d'accumuler des biens pour la réalisation de l' « être social » et du « paraître social » Ce qui relève concrètement des symboles de la «réussite sociale » et de la guérison « Gukira ». [60]

Quant à la surpolitisation de l'information, Monsieur Abdoulaye SANGARE souligne que :

«La surpolitisation de l'information, relevée par tous, ne contribue à favoriser l'indépendance des journalistes, dans la mesure où elle les entraîne dans une dynamique de type partisan. Quoiqu'on dise, une presse « indépendante » dépolitisée, n'est pas dans l'air du temps dans bien des pays d'Afrique.» [61]

---

[56] USAID, combattre la corruption et restaurer la responsabilité au Burundi, Mai 2006, P.2
[57] Transparency Internatioanl, combattre la corruption, enjeu et perceptive, Paris, Karthala, 2005 P.5
[58] K., DANIEL « idées reçues sur la gouvernance et la corruption », Finance et Développement, Septembre 2005, P.10
[59] P., Lascoumes, Pour les définitions de ces concepts, corruption, Paris, PFNSP, PP29-33
[60] J., NIMUBONA, op.cit, P180
[61] www.uneca.org/rapport Dakar visité le 25/04/2010 à 18h30

L'ancien ministre algérien de la communication, Monsieur Abdelaziz Rahabi, a mis le doigt sur le phénomène de « surpolitisation » de la Presse écrite algérienne qui, de son point de vue, accorde plus d'intérêt aux polémiques de l'ancien personnel politique et aux discours des partis, reléguant ainsi les programmes et les autres champs sociaux au second plan [62]. Tel est l'objet de notre étude.

Concernant la surpolitisation de l'information, on peut signaler le cas du journal Intumwa. Depuis le mois de mai 2007, date du début du blocage au parlement le journal s'est montré partial. Ce journal proche du parti au pouvoir CNDD-FDD avait subit « l'instrumentalisation politique ». Ce dernier publie le 10 Août 2007, dans son numéro 108, les photos et les identités (les noms et prénoms de l'élu, ceux de son père, et ses communes et province d'origine) de 40 députés de l'opposition qui étaient avant blâmés par le Président de l'assemblée nationale portant sur l'entrée du pays dans l'union postale universelle[63]. Ce qui a été vu comme une volonté de créer un climat malsain entre les populations et les parlementaires mentionnés.

N.B. : Une parution distribuée gratuitement jusque dans les collines reculées du pays, INTUMWA est suspecté de vouloir monter les populations contre eux [64]depuis le blocage du parlement en mai 2007.

Durant cette même période « L'Aube de la démocratie » et « Arc-en-ciel » était accusées d'avoir pris partie pour l'opposition. D'où la surpolitisation de l'information[65].

Enfin, la surpolitisation sociale et institutionnelle par le fait que le retour dans leurs biens des sinistrés hutu et tutsi s'annonce très politique et les risques de politisation outrancière d'un dossier qui devrait être géré sur la base d'un consensus national sont très grands.

---

[62] http://www.algeria-watch.org/farticle/presse/forum juin 02/Forum SUR LA PRESSE ECRITE. Débat entre expert par Arabichih, EL Wantan, 15 juin 2002. [visité 01/04/2010 à 17h4]
[63] E., PALMANS, op.cit, PP167-168
[64] E., NGENDANZI, op.cit, P.5
[65] http//www.grandslacs.net/doc/2820.PDF.Réfugiés et déplacés burundais : construire d »urgence un consensus sur le rapatriement et la réinstallation. Nairobi /Bruxelles 2 Décembre 2003 [visité le 31/10/2010 à 17h50]

Tant que les défaillances institutionnelles ne seront pas corrigées par des amendements à la loi sur la CNRS (Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés) celle-ci restera sur politisée. La mise en place du CNRS a été surpolitisée avec peu de crédibilité et par conséquent incapable de jouer le rôle qui lui a été conféré par l'Accord d'Arusha.

Pour mener une politique consensuelle sur le rapatriement et la réinstallation des sinistrés, la CNRS devrait être dépolitisée. Autre chose qui montre le phénomène de surpolitisation est la lutte d'influence entre G10 et le G7 pour l'allocation des fonds et des contrats, et conflit de compétence prévisible avec le MRRDR (Ministère à la réinsertion et à la réinstallation des déplacés et rapatriés.

Donc, le rapatriement et la réinstallation sont des questions politiques qui devaient faire l'objet d'un consensus entre le gouvernement et la rébellion, obtenu grâce à une négociation préalable. L'échec de la politique de rapatriement mené par la commission tripartite depuis le début de transition est significatif.

Quant à la surpolitisation religieuse, elle s'est manifestée pour l'Eglise catholique dans un grand rôle à jouer dans la réconciliation et le développement du Burundi.

Signalons que les catholiques au Burundi occupent 72% [66]de la population burundaise d'où son importance. Depuis l'accession au pouvoir du parti CNDD-FDD, la religion a pris une grande place. Les différentes croisades organisées par la famille du chef de l'Etat Pierre NKURUNZIZA (IBIKORANE en KIRUNDI). Dans ces croisades tous les membres du gouvernement sont invités ainsi que les hauts fonctionnaires de différents ministères.

Dans le même objectif de surpolitisation religieuse, on se souvient des rencontres des responsables religieux avec le Président et tout le gouvernement au début de son régime. Ceci était organisé chaque Lundi de la semaine.

[66] J.Cl., MUBISHAMKANJWA, Burundi information du mardi sur le www.Cectum.Umuntical.cap//pdf 3 Mars 2009 [visité le 17 Novembre 2010 à 21h]

L'objectif était de prier pour le programme de la semaine en cours. Les Evêques catholiques d'Afrique et de Madagascar du comité permanent du symposium Episcopale conduite par l'Archevêque de Dakar Theodore Adrien avait été reçue en audience par le Président. Ces derniers se sont engagés à apporter une contribution en prêchant l'amour, l'unité et le pardon.

C'est dans ce sens que le président P. NKURUNZIZA dit que :

«L'Eglise peut jouer un rôle plus important dans la société et aller jusqu'à éclipser les lois édictées par les pouvoirs publics.» [67]

II.3.3. La surpolitisation et la Presse écrite

Le Journal «ARC-EN-CIEL»

A la veille des élections de 2005, les médias burundais sont donc large ment avertis du rôle néfaste joué par leurs prédécesseurs. Plusieurs médias privés (les journaux) ont vu le jour dans le souci délibéré de s'en démarquer.

Ces journaux abordent la couverture du nouveau cycle électoral marquant la fin de la transition en sachant qu'ils jouent leur crédibilité non seulement aux yeux des populations mais aussi auprès de ceux qui les financent. [68]

Dans les pays démocratiques aujourd'hui, les moyens de communications sont d'abord la propriété de personnes privées, ensuite de la puissance publique.

La prédominance de la propriété privée, la pluralité des moyens d'information, la concurrence qui existe entre-deux ne revient pas à dire que le pouvoir a abandonné toute idée d'intervention dans les médias pour chercher à les contrôler et à faire prévaloir ses vues. [69]

---

[67] Idem

[68] M-S., FRERE, Election et médias en Afrique centrale voix des urnes, vois de la paix ?, Paris, Karthala, 2009, P.42

[69] D., MAURICE et D., CHAGNOLLAND, Introduction à la politique, Paris, Dalloz, 1991, P.212.

II.4. Evolution du phénomène de surpolitisation au Burundi

II.4.1. Historique du phénomène de politisation : Aperçu général

En général, le phénomène de politisation est un processus. Il est indiscutable que le phénomène est provoqué par l'intention plus ou moins clairement ressentie et formulée de mettre en cause le pouvoir [70].

La politisation comme nous l'avons déjà souligné, signifie l'action de politiser. Or, politiser c'est donner un caractère politique à quelque chose, une conscience politique à quelqu'un.

Généralement, on politise des tensions préexistantes qui ne modifient pas leur objectif ultime spécifiquement politique.

La politisation nécessite une force politisée ; or une force politisée se définit comme : une puissance existant dans le groupe et qui, soit spontanément, soit par effet d'une incitation extérieure tend à jouer un rôle politique en s'engageant dans la lutte pour le pouvoir ou en faisant pression sur lui. Pour le cas du Burundi, la politisation a commencé avec le processus de démocratisation qui avait débuté dans les années 1990 après la conférence de La Baule.

Ainsi, dans la politisation, il y a non seulement la soumission à une règle juridique mais aussi l'idée d'un plan de reforme de structures économiques, sociales, familiales, professionnelles, ou autre par le jeu d'une réglementation appropriée comme le souligne Georges Burdeau. [71]

Selon Julien NIMUBONA, la meilleure façon de mener une grève est de la politiser. Ainsi, on est sur que la (les) question(s) seront traitées ou répondues très rapidement et favorablement. [72]

---

[70] G., BURDEAU, Traité des sciences politiques TOME III, Paris, Librairie générale de Droit et de jurisprudence, 1968, P.18

[71] G., BURDEAU, Traité de science politique TOME VI, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1971, P.5

[72] J., NIMUBONA, cours de théories et systèmes politiques, 1ére licence, UB, F.L.S.H, Année académique 2007-2008 (non publié)

En Afrique du sud, dans le souci du durcissement de la lutte politique, on fait la politisation des exigences sociales. On ne saurait contester l'authenticité démocratique du souci de subordonner les décisions étatiques à la volonté sociale. En effet par volonté sociale, on entend non pas quelques impératifs généraux émanant de la collectivité indifférenciée, mais les exigences précises et souvent contradictoires qu'inspirent aux individus leurs situations concrètes. [73]

II.4.2. Le phénomène de politisation au Burundi ou processus du phénomène de surpolitisation

Au Burundi, on a connu le phénomène de politisation. Il est né avec le processus de libéralisation politique. Les partis politiques ont été créés dans le besoin d'accéder au pouvoir.

Pour faire cette étude, nous avons jugé bon de séparer deux périodes à savoir :

1. La période d'avant Arusha et la transition ;
2. La période post-transition.

II.4.2.1. Avant l'Accord d'Arusha et avant la fin de la transition

La politisation n'est pas un phénomène récent dans le contexte politique burundais. Le premier contexte date des années 1990.

Rappelons qu'après la crise de Ntega et Marangara, en Août 1988, le Major Pierre Buyoya, alors président de la République, initia la politique de réconciliation nationale en intégrant petit à petit ceux qui n'étaient pas au pouvoir. Le 5/2/1991 on a adopté la charte de l'unité nationale. Le multipartisme était entrain d'être agréé. C'est le décret loi n°1/010 du 15 Avril 1992 sur les partis politiques qui régla sa mise en œuvre. [74]

Ensuite, la politisation s'est fait remarquer dans les journaux qu'on qualifiait des « journaux de la haine » qui sont apparus après l'assassinat du premier président démocratiquement élu le 21/10/1993, Melchior NDADAYE.

---

[73] J., NIMUBONA, cours de théories et systèmes politiques, 1ére licence, UB, F.L.S.H, Année académique 2007-2008 (non publié)

[74] B., MINANI, Du Phénomène associatif au Burundi, cas de la commune Bururi de (1992-2002), Bujumbura, Mémoires, UB, F.L.S.H. P.36

Après, on a assisté à la politisation des journaux, chacun défendant l'ethnie de son Directeur de publication. Ici, on peut citer le témoin Nyabusorongo pour l'ethnie Hutu et le carrefour des idées pour l'ethnie Tutsi pour ne citer que ceux là.

Enfin, lors des négociations d'Arusha, on a politisé les ethnies pour des fins purement politiques. Même la société civile burundaise était semblable à l'espace politique générale c'est-à-dire bipolarisée entre Hutu et Tutsi.

Le phénomène de surpolitisation au Burundi a commencé à se manifester véritablement après les accords d'Arusha. Ceci a consacré le partage du pouvoir entre le G10 en majorité Tutsi et le G7 en majorité Hutu (G10 regroupait des partis tutsi et G7 les partis hutu) comme on l'avait déjà souligné.

Par la suite, la question de la réhabilitation et de la réinstallation des réfugiés et des déplacés a été surpolitisée. Elle avait été confiée à une commission nationale de réhabilitation des sinistrés (CNRS), dont la mission était de mener une politique consensuelle sur le rapatriement et la réinstallation des sinistrés.

La sous-commission de terre était dirigée par un officier Tutsi de l'armée burundaise, le colonel Boniface BANUMA. Cette institution a été surpolitisée à cause des défaillances institutionnelles comme nous l'avons déjà souligné ci haut. La surpolitisation s'était observée aussi avec la lutte d'influence entre le G10 et le G7 pour l'allocation des fonds et des contrats, et conflit de compétence prévisible avec le MRRDR [75]

Au Burundi, toutes les couches sociales ont été touchées par le phénomène de surpolitisation y compris la société civile. Par société civile il faut entendre des organisations indépendantes de l'Etat dont les éléments constitutifs agissent par la persuasion et s'engager volontairement dans l'action publique en vu de poursuivre des intérêts individuels, de groupe, ou de la population en général dans un contexte légalement défini de relation Etat et société.

Ces organisations peuvent être des partis de l'opposition, des groupes d'intérêts, des médias, des églises, des syndicats, des associations de citoyens représentant des secteurs divers de la vie nationale.

---

[75] www. Grandslacs.net//doc/2820, op.cit, pp.10-11

C'est donc un vaste complexe d'organisation et d'institution autonomes, formelles ou informelles, au-delà de la famille, simple ou étendue, du clan, de la tribu ou de l'ethnie, mais en deçà de l'Etat d'après Elias SENTAMBA. [76]

En ce qui concerne le rôle de l'armée dans la transition démocratique en Afrique subsaharienne, le politologue français Céline Thiriot qui dit que :

«L'armée, à la fois institution et acteur politique, a un rôle difficile à analyser. Sa particularité tient notamment à sa perméabilité extrême aux clivages sociologiques, ethno régionaux et économique du monde civile. La transition démocratique implique une démilitarisation du pouvoir qui n'est pas gagnée d'avance. Divers facteurs entrent en ligne de compte, finalement au regard des conditions nécessaires pour le retrait de l'armée du pouvoir politique. On peut se demander si le régime post-militaire ne reste pas soumis à une sorte de conditionnalité militaire tant l'omniprésence de l'armée reste évidente.» [77]

II.4.2.2. La période post-transition

A la veille des élections de 2005, on a assisté à une irruption massive de la population à la politique. Ceci à tous les niveaux de la base au sommet, si nous analysons même la constitution post transition, elle favorise cette situation de surpolitisation. Car, certains de ces articles sont à la base de surpolitisation même. Profitant de ces articles et de la loi électorale, la population a du s'intéresser à la politique.

Certains burundais ont voulu faire le métier politique comme l'écrit Jean Bosco GAHUNGU :

«La politique elle-même, est devenu un métier, mais un métier pas comme les autres. Si, en effet, les hommes font de la politique, certains le font plus que d'autres. La politique leur première nature et ils ont tenté d'en faire un second métier quand ils n'y consacrent pas tous leur temps et tous leurs efforts. Les uns y viennent par vocation, très tôt révélée et assumée : on commence au conseil municipal/ (conseil communal [sic].» [78]

---

[76] E., SENTAMBA, Etude sur la gouvernance au Burundi, Rapport FORSC, Mai 2005, P.46
[77] C., THIRIOT, Trajectoire de libération en Afrique contemporaine, Paris, PUF, 1995, P.11.
[78] J B., GAHUNGU, Le métier politique in Renouveau n°5953 du jeudi 13 et vendredi 14 Mars 2003, P.7.

Selon le même auteur, l'accès à la politique se réalise de mille manières, de la plus discrète à la plus spectaculaire. Pour faire vraiment de la politique, il convient de s'engager davantage et de passer par un processus de sélection plus sévère qu'on ne le croit généralement.

Certes, tout est politique et personne ne peut prétendre se tenir à l'écart de cette dimension essentielle des sociétés humaines, mais on voit bien qu'il existe, d'une part un champ d'action proprement politique et un autre part, des hommes plus enclins à s'y employer que d'autres. [79]

Durant cette période, il y a eu l'organisation des élections de 2005 à tous les niveaux. Ces élections avaient entraîné une mobilisation sans précédent de la population burundaise (cfr article5) : Les élections des conseillers communaux, suivie des députés et les sénateurs. Et enfin des élections collinaires. Toutes ces élections ont été remportées par le parti CNDD-FDD.

Vue la participation nombreuse de la population à la vie politique, cela nous conduit à la conception de J. FREUND qui dit que :

«La politique est l'activité sociale qui se propose d'assurer par la force, généralement fondée sur le droit, la sécurité extérieure et la concorde intérieure d'une unité politique particulière en garantissant l'ordre au milieu de lutte qui naissent de la diversité et de la divergence des opinions et des intérêts.» [80]

Selon le même auteur,

«Le but spécifique de la politique est le bien commun. Ce bien commun concerne la société politique totale.»

S'agissant des aspects ethniques, la constitution post-transition comme la loi électorale introduisait une innovation par rapport à la loi de 1992, innovation qui découle de l'esprit d'Arusha.

---

[79] J B., GAHUNGU, Le métier politique in Renouveau n°5953 du jeudi 13 et vendredi 14 Mars 2003, P.7.
[80] J.FREUND, Le sens du politique, Paris, Sirey, 1990, P.751

L'article 4 du protocole II sur la démocratie et la bonne gouvernance précise ce qui suit :

1. Le caractère national des partis doit être reflété à tous les niveaux et particulièrement au niveau de leur direction.
2. Il est interdit aux partis de prôner la violence et la haine en particulier sur base de l'appartenance ethnique, l'origine régionale ou la région.
3. La loi prévoit un financement des partis politiques proportionnel au nombre de sièges qu'ils détiennent à l'assemblée nationale.
4. L'agrément des partis politiques est de la compétence du Ministère ayant l'intérieur dans ses attributions. [81]

Quant au système électoral et la répartition politico ethnique des pouvoirs applicables à ce niveau, la nouvelle constitution avait arrêté les règles suivantes : cfr Articles 122, 129, 164 et 168.

Premièrement, l'article 122 qui stipule que : Dans l'exercice de ses fonctions le président de la République est assiste de deux vice-présidents.

Le premier vice-président assure la coordination du domaine politique et administratif. Le deuxième vice-président assure la coordination économique et sociale.

En ce qui concerne l'article 129 relatifs au gouvernement, cet article stipule que : Celui-ci est ouvert à toutes les composantes ethniques. Il comprend au plus 60% de Ministres et vice-ministres Hutu. Il est assuré par un minimum de 30% de femmes. Les membres proviennent des différents partis politiques ayant réuni plus d'un vingtième de votes et qui le désirent.

Ces partis ont droit à un pourcentage, arrondi au chiffre inférieur, du nombre total de Ministre au moins égal à celui des sièges qu'ils occupent à l'assemblée nationale. Lorsque le président révoque un Ministre, il est procédé à son remplacement après consultation de son parti politique de provenance.

---

[81] J.FREUND, Le sens du politique, Paris, Sirey, 1990, P.751

Enfin, l'article 164 relatif à l'assemblée nationale stipulait que l'assemblée nationale est composée d'au moins cent députés à raison de 60% de Hutu et 40% de Tutsi, élus au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans et trois députés issus de l'ethnie Twa cooptés conformément au code électoral.

Au cas où les résultats du vote ne reflètent pas le pourcentage sus- visé, il est procédé au redressement des déséquilibres y afférents au moyen du mécanisme de cooptation prévu par le code électoral.

Le nombre de candidats à élire par circonscription est fixé par la loi électorale proportionnellement à la population tandis que l'article 168 relatif au mode des élections stipulait que : les élections des députes se déroulent suivant des listes bloquées à la représentation proportionnelle.

Ces listes doivent avoir un caractère multiethnique et tenir compte de l'équilibre entre les hommes et les femmes. Pour trois candidats inscrits à la suite sur une liste, deux seulement peuvent appartenir au même groupe ethnique, et au moins un sur quatre doit être une femme.

Pour terminer, l'article 266 relatif aux collectivités locales stipulait que :

al_1 La commission électorale nationale indépendante veille à ce que les conseillers communaux reflètent d'une manière générale la diversité ethnique de leur électorat.

Au cas où la composition d'un conseil communal ne refléterait pas cette diversité ethnique, la commission électorale nationale indépendante peut ordonner la cooptation au conseil de personnes provenant d'un groupe ethnique sous-représenté, à condition que les personnes ainsi cooptées ne constituent pas plus d'un cinquième des membres du conseil. Les personnes à coopter sont désignées par la commission électorale nationale indépendante.

al_2 Aux fins des premières élections, chaque conseil communal élut en son sein un Administrateur communal et peut le démettre de ses fonctions pour une raison valable, telle que corruption, incompétence, faute grave ou détournement de fonds. [82]Mais malgré ces dispositifs

[82] REPUBLIQUE DU BURUNDI, constitution post transition du 18 Mars 2005, P.11

préconisés par la constitution post-transition, nous avons observé autre chose. C'est-à-dire le contraire à ces dispositifs ci-haut cités.

Beaucoup d'administrateurs ont été demis de leur fonction soit pour des raisons politiques soit pour des raisons spéculatives de ses compagnons de lutte (mésentente entre le président du conseil communal et l'Administrateur).

Au total, les administrateurs demis de leur fonction illégalement pendant 5 ans sont environ 22 Administrateurs communaux qui, pour une raison ou une autre, ne sont plus dans leur fonction depuis les élections de 2005.

Parmi eux, seize ont été destitués par les conseils communaux selon le rapport du Directeur Général de l'Administration du territoire, Térence MBONABUCA[83]. Cette situation de remplacer les administrateurs a conduit aux dysfonctionnements institutionnels.

En ce qui concerne les élections collinaires de 2005, elles ont engendré la mésentente entre les notables traditionnels (ABASHINGANTAHE) et les élus locaux. C'est-à-dire des conciliateurs de justice en conflit d'influence. [84]

Le conciliateur de justice était désigné ou agréé par l'autorité en vertu de la loi tandis que le conciliateur était choisi ou agréé par les parties en conflit en vertu d'une convention expresse écrite ou verbale [85]

Les chefs de colline tentaient de se substituer à cette institution traditionnelle. Les deux ont une ressemblance. Ils ne sont pas reconnus par la loi en plus de leur manque d'indépendance. Ce qui avait constitué un problème majeur pour la justice burundaise.

Cela a entraîné la manipulation de l'opinion publique et sabotage de l'action gouvernementale[86]. D' où la surpolitisation des institutions. Pour les élections suivantes, l'Assemblée et le sénat pourront, après évaluation, légiférer pour que l'administrateur soit élu au suffrage universel direct.

---

[83] E., NKURUNZIZA, Quelle en est la situation dans la vie des communes. In Bulletin ITEKA n° 26097, Avril 2007, P.13

[84] O.NDUWAYO, Rapport de synthèse de l'atelier du FORSC, 2008, http//www.forsc.org/Forsc-contexte socio politique et économique, P.7

[85] Idem

[86] O.NDUWAYO, op.cit, P.7

Aucune des principales composantes ethniques n'est représentée à plus de 67% des administrateurs communaux au niveau national. La commission électorale nationale indépendante assure le respect de ce principe.

II.4.3. Le renforcement du phénomène de politisation et l'accentuation du phénomène de surpolitisation

II.4.3.1. Les élections de 2005 et le phénomène de surpolitisation

Durant les élections de 2005, il était entre autres indiqué pour les pouvoirs locaux. L'article 8 stipulait que les communes sont des entités administratives décentralisées. Elles sont dirigées par un Administrateur communal dont la loi prévoit les cas dans lesquels il peut être demis de ses fonctions ou suspendu par le pouvoir central ou le conseil communal pour des raisons valables notamment le détournement des fonds. [87]

II.4.3.2. Les élections de 2010 et le phénomène de surpolitisation

A la veille des élections de 2010, nous avons assisté à la politisation des institutions comme la SOSUMO en mars 2010(Société sucrière de Kumoso). [88]

Aussi il y a eu la politisation à outrance dans des recrutements (exigence d'appartenance au parti politique au pouvoir) ainsi que la tendance à l'exclusion et à la discrimination sur base d'appartenance politique.

Une autre institution qui a été surpolitisée dans sa mise en place, c'est la CENI (commission électorale nationale indépendante). Ladite institution a été changée plus d'une fois.

Dans ce même objectif de préparation des élections, on a observé l'ingérence de la police dans la question politique surtout les hauts gradés. Ce corps, selon la constitution, devrait être neutre c'est-à-dire ne pas avoir le coté penchant.

---

[87] [87] O.NDUWAYO, op.cit, P.7

[88] E., NGABIRE et J.Cl., BITSURE, Ministère du commerce et le conseil d'administration de la SOSUMO In IWACU du 26 Mars 2010 n°56, une gestion politisée dénonce la politisation de la SOSUMO, P.4

Compte tenu de cette situation, le rapport annuel de l'OAG de 2007 dit que :

«Dans la démocratie la moins existante à la démocratie la plus existante, le machiavélisme compte beaucoup, tous les moyens sont bons pour accéder au pouvoir.»

L'essentiel était la conservation du pouvoir pour le parti au pouvoir et la conquête du pouvoir pour les partis de l'opposition.

II.5. Eclosion du phénomène de surpolitisation au Burundi

Que ce soit la période avant la transition ou la période de transition ou encore la période post transition, le phénomène de surpolitisation a connu un essor considérable au cours de la décennie 2000.

Deux facteurs importants semblent expliquer cet état de choses : -Le retour de la paix sur une grande partie du territoire nationale après les accords du Partage de pouvoir à Pretoria entre 19 formation politiques et le gouvernement ainsi que la libéralisation de la vie politique.

II.5.1. Les manifestations de l'éclosion

Au Burundi, de 2000 à 2010 il y a toute une liste des phénomènes qui s'est passé réellement et qui atteste l'existence de ce phénomène de surpolitisation comme nous l'avons déjà relevé ci –haut.

Tout de même, on peut les répéter c'est le cas notamment :

1. Le cas de la création d'une commission (CNRS)
2. Le partage du pouvoir entre G10 à majorité des partis tutsi et G7 Partis à majorité Hutu.
3. Le recrutement des hauts fonctionnaires
4. Les tendances à la surpolitisation de la question foncière (cas de la commune KIBAGO)
5. La Vente par la BRB de 400 kg de lingots d'or pour répondre à des besoins de réserves de changer et l'exportation de 4.500 Tonnes de sucre en février 2008 dans des conditions peu transparentes.
6. La revue à la hausse de la structure des prix des carburants et la privatisation de la SBF dans l'opacité.

7. L'exploitation anarchique du sous sol burundais.
8. Le commerce du café campagne 2007-2008 piloté par un courtier avec un contrat exclusif qui aurait occasionné des mangues à gagner énormes.
9. La commercialisation du thé burundais qui ne garantit pas la transparence et la libération [89] . Ce n'est pas seulement cette évolution numérique des faits qui témoigne de l'éclosion dudit phénomène, mais également leur diversité.

On distingue des faits sociaux, politiques et économiques, etc.

II.5.2. Les Causes de l'éclosion du phénomène de surpolitisation au Burundi

Pour réfléchir sur les différents éléments explicatifs de la naissance du phénomène de surpolitisation au Burundi, nous devons revenir à la décennie 2000.D'une part, c'est une période de retour de la paix dans le pays. D'autre part, les années 1993-1996 ouvrent le début de très forte politisation des secteurs socio-politiques.

II.5.2.1. La démocratie et la liberté politique

Au Burundi, la politisation est née dans le cadre de la démocratisation des institutions. Il y a pour cela un rapport entre cette liberté politique et la démocratie.

En effet, le Principe démocratique permet à chaque citoyen de participer à la vie politique. La liberté politique est donc primordiale dans tout système démocratique.

[89] O.NDUWAYO, op.cit, P.15

II.5.2.2. La crise socio-politique à la base de l'éclosion de cette surpolitisation

Durant la période de 1993-2004, les politiciens (les politiques) se sont mis à créer des partis politiques de toutes sortes répondant aux préoccupations du moment.

Entre l'année 2000, année correspondant au début des accords d'Arusha, et les élections de 2005, vingt-sept (27) partis politique agréent y compris les six ex-partis et mouvements politiques armés, furent fondés.

Relevons notamment la création de 6 nouveaux partis à partir du 7 octobre 2002 :

1. Inama y' abanyagihugu baharanira Demokarasi « CNDD-FDD » : Ordonnance Ministérielle n°530/011 du 10/01/2005.
2. Front pour la Défense de la Démocratie « KAZE-FDD » ordonnance Ministérielle n° 530/015 du 11/01/2005.
3. Front National de libération « F.N.L-ICANZO »ordonnance Ministérielle n°530/014 du 11/01/2005.
4. Front Pour la libération nationale « Frolina »ordonnance Ministérielle n°530/016 du 12/01/2005.
5. Conseil Nationale pour la Défense de la Démocratie « CNDD » ordonnance Ministérielle n°530/026 du 13/01/2005.
6. Parti libérateur du peuple Burundais « PALIPE-AGAKIZA »,17/1/2005[90]

[90] Source « Ministère de l'intérieur » Liste des partis politiques agrées, Juin2009, P. 25.

II.5.2.3. Les partis issus de scission et dissidences

Ici on peut citer, les partis fondés par des militants suite aux mésententes internes. Ils sont assez courants dans le groupe des anciens mouvements armés, dont les noms ne sont que des variantes d'un même trône commun. C'est notamment le cas du FNL-Icanzo, PALIPE Agakiza etc.

Leurs leaders se présentent soit comme des rénovateurs, soit comme des partisans de la fidélité à la ligne départ ou au père fondateur. Ils dénoncent la direction en place accusée de trahison et se font agréer en utilisant des noms proches de celui du parti originel, ou le patronyme de l'ancien leader historique et psychoaffectif. L'exemple le plus récent est le FNL-Iragi rya GAHUTU Rémy qui a fait la 43ème partie qui fait référence au fondateur, cette partie à été agrée en février 2010.

Il y a aussi le FRODEBU dit Nyakuri (Véritable)-Iragi rya NDADAYE (héritage de NDADAYE) créé par jean MINANI qui a occupé un siège du FRODEBU à l'Assemblée Nationale. Dans ce même groupe de partis, on peut citer le RADEBU fondé également en 2008 par un élu et un ministre du FRODEBU. Il faut ajouter à cette liste l'ADR de Mme Alice NZOMUKUNDA qui a quitté le CNDD-FDD et démissionné des fonctions de 2è vice-présidente de la République ; Le PMP et ABAHUZA, tous fondés par des anciens membres du PRP ; le PARENA, L' ALIDE fonde par un ancien membre du PL, SANGWE-PADER, fondé par des anciens membres du parti FRODEBU. Ces scissions sont appelées dans le jargon burundais, des « ailes » (ibaba) ou des « branches » (ishami) en kirundi. [91]

Bref, au Burundi il semble que la multiplication des partis politiques est pour l'essentiel motivé par les besoins et les exigences de la société au demeurant en destruction. Il s'agit en réalité des défis du moment qui incitent les gens à se révolter contre leurs anciens chefs. Compte tenu des exigences du ministère de l'intérieur, la reconnaissance officielle d'un parti est parfois, sinon souvent, la condition première exigée par ledit ministère. Cependant, la population a commencé à participer à la vie politique et comprendre tout au moins le bénéfice qu'on peut tirer de l'appartenance à des partis politiques.

---

[91] Cenap.info/docs/élection.pdf,Recentrer l'action des partis politiques sur base des programmes et projets des sociétés [visité le 12 Décembre 2010 à 17h30]

Conclusion

Dans le contexte mondial, l'explosion la plus récente du phénomène de surpolitisation démarre avec la chute du mur de Berlin et la conférence de la baule. Suivi par les derniers jeux olympiques qui s'est fait à Pékin en Chine.

En effet, c'est durant la période des jeux olympiques derniers que la communauté internationale et les associations de droit de l'homme font appel au boycott des jeux olympique de pékin. Cela a eu des conséquences très néfastes pour les tibétains car l'opinion publique chinoise avait jugé responsable d'une annulation.

Dans le contexte africain, il y a violence d'Etat et absorption de la sphère privée. Cette dialectique touche le lien social qui, protégé du politique, se « surpolitiser » à l'extrême. Par le passé, le pouvoir espérait expurger le champ social du politique est absorbant dans la sphère étatique toutes les activités sociales.

Enfin, pour le cas du Burundi c'est comme partout en Afrique, ce phénomène de surpolitisation va connaître un grand essor et couvrira des domaines et secteurs variés dont les commissions, les syndicats, le sport cas de l'élection de la présidente de la FFB en 2009, l'armée et la police voire la religion, les associations, les clubs. Tout cela grâce à l'engagement du pays sur la voie démocratique mais aussi suite à la crise socio-politique qui a suivi l'assassinat du président démocratiquement élu.

Toutefois, nous rappelons que même avant 1990, des manifestations du multipartisme étaient observable au Burundi : La période de la veille de l'indépendance, après l'indépendance, avant la chute de la monarchie et sous la monarchie au cour de la moitie de la décennie 1960. Bref, la surpolitisation c'est maximiser les différences. Ensuite, lorsque toute la société à tous les niveaux parle du politique. La notion de Prébande est la meilleure forme de la confusion entre les rôles publics et les rôles privés, entre le domaine public et le domaine privé[92].

[92] J., NIMUBONA, op.cit, (non publié)

CHAP. III : LE PHENOMENE DE SURPOLITISATION A TRAVERS LES PRINCIPAUX JOURNAUX AU BURUNDI

A. LES RELATIONS POLITIQUES

Introduction

Aux fondements de la communication médiatiques, la presse écrite conserve, malgré la concurrence des médias audiovisuels, une place déterminante dans le système médiatique. Elle a su s'adapter de façon permanente aux publics toujours plus diversifiés, en s'inscrivant dans la tradition prestigieuse de l'imprimé tout en mobilisant les attraits et les ressources de l'image. [93]

Au Burundi les échéances électorales fixées en 1993 déclenchèrent vite le souhait d'avoir un moyen d'expression politique et de lutte électorale. Ce moyen d'expression était le journal. De ce fait, les premiers pionniers de la Presse écrite privée ont été les partis politiques en 1992. D'où la naissance des journaux comme :

1. L'indépendant (d'obédience UPRONA)
2. Le carrefour des idées (d'obédience UPRONA)
3. L'Aube de la démocratie (journal du parti FRODEBU)
4. Nturenganywe, le plaidoyer du peuple (journal du parti R.P.B)
5. L'Etoile et la nation (journaux du Parti Parena à partir de 1994). [94]

Ces exemples ci-haut cités montrent les relations politiques entre la politique et les journaux pendant la période électorale ou les échéances électorales. De manière générale, les médias et la démocratie sont décrits comme un couple presque naturel intimement lié et s'influencent mutuellement.

---

[93] G., LOCHARD et H., BOYER, La communication médiatique, Paris, seuil, 1998, P.9
[94] A., NTIYANOGEYE, op.cit, P.19

Ainsi, le Bohec souligne qu'à partir du constat selon lequel la démocratie s'est développée concomitamment avec la Presse, certains auteurs n'hésitent pas à conclure qu'il existe assurément une corrélation (relation de causalité réciproque entre deux phénomènes). [95]

Dans cette perspective que la démocratie est généralement comprise comme un régime respectant un certain nombre de liberté d'expression et de la presse et acceptant l'existence de tendances partisanes ou idéologique diverses au niveau des médias, désignées par le terme « pluralismes ».

La question des relations entre les médias et la démocratie se pose donc comme une évidence. Comme le note J.M Cotteret :

« La communication politique assure l'équation entre gouvernants et les gouvernés par échange permanent d'informations... Les gouvernants doivent être l'écho des souhaits des demandes et des exigences des gouvernés. Ces derniers doivent accepter les décisions contraignantes prises par les gouvernants. Ce rapprochement s'effectue par un échange de messages des gouvernants vers les gouvernés, mais aussi des gouvernés vers des *gouvernants* ». [96]

Dans les lignes suivantes nous étudions la Presse, un lieu d'activité politique

III.1a) La presse : un lieu d'activité politique

Le système politique ne peut pas s'isoler de son environnement. Il dépend pour son fonctionnement, d'un flux permanent d'information, son efficacité en dépend. Karl Deutsch nous dit à ce propos :

« Il faut que le pouvoir soit informé et qu'il puisse informer pour fonctionner efficacement. Il faut qu'existent toutes sortes de réseaux de communication, de circuits d'information, allant de pouvoir aux citoyens et des citoyens au pouvoir »[97].

---

[95] E., PALMANS, op.cit, P.7
[96] J.M COTTERET, gouvernants et gouvernés. La communication politique, Paris, seuil, 1973, P.9
[97] K.DEUTSCH, « information et communication » in R.G SCHWARTZENBERG, sociologie politique, Paris, Montchrestien, 1990 P.129

Ces réseaux sont soit des organisations politiques comme les partis politiques, soit des contacts informels effectués par certaines personnes à savoir les guides d'opinion, soit le mass média (journaux auxquels le pouvoir politique accorde par ailleurs une grande puissance. Ces derniers ne sont jamais indifférents au politique indique Jacques Chevalier.

La relation politique entre les médias en général et la presse écrite en particulier est donc très étroite. Ils permettent aux gouvernants de se légitimer en leur accordant des moments de diffuser leurs messages et de recueillir les doléances de leur peuple. Le système politique étant le symbole des valeurs communes, les gouvernés y adhérent de manière explicite ou de manière latente. L'ordre social que le système politique doit réguler sera soudé s'il y a circulation de l'information et au cas contraire il se disloque.

En effet, tout citoyen mécontent de cet ordre social doit agir sur le système politique pour obtenir un changement. Celui-ci entraîne un déséquilibre au sein de la société, car les composantes de la société ne s'adaptent pas ou s'adaptent mal aux nouvelles valeurs. La majorité trouve que les anciens sont les meilleures d'où la méfiance aux innovations. Dans cette situation de confusion apparaît le devoir de la communication politique que Jean Marie Cotteret et Claude Emeri montrent en ces phrases : « La communication doit permettre, au sein du système politique d'assurer la légitimité des valeurs nouvelles soit par la mise en place de nouveaux symboles qui, par la charge émotionnelle qu'ils comportent, viennent renforcer l'adhésion directe »[98].

En cas d'une mauvaise communication politique l'ordre social dont le système politique est le gérant se dissout, entraînant par conséquent la destruction de la société elle-même.

[98] J.M., COTTERET et cl. EMERI, « De la communication élective à la communication catholique » in L.SFEE, dictionnaire critique de la communication, V.2, Paris, P.U.F, 1993, P.1335

III.2. La presse écrite comme espace politique

III.2.1. Aperçu historique de la presse écrite

L'invention de la Presse écrite correspond à la découverte de l'imprimerie en 1455 (15è siècle). L'innovation correspond à l'instauration des modèles des journaux au 19è siècle.

La commercialisation remonte du 19è siècle qui correspond à la Presse à grand tirage.

Et au développement des moyens de communication (Transport). L'implantation massive date de la fin du 19è siècle début 20ème siècle. La saturation se situe à partir des années 1960 : spécialisation de la Presse écrite.

S'agissant de la publication ? Il faut signaler que la chaîne des publications a franchi les étapes ci-après :

1. La Bible (15-16è siècle)
2. Les occasionnels (16è siècle)
3. Les gazettes (17 è siècle)
4. Les livres (17è siècle)
5. Les journaux à grand tirage 19è siècle
6. Les magazines spécialisé 19è siècle[99]

La presse écrite est le média qui reste le moins développé au Burundi, car on observe un taux élevé d'analphabétisation. Et même ceux qui ont étudiés ne lisent pas, c'est une population depuis longtemps à tradition orale. On aime écouter la radio et regarder la télévision plus que lire les journaux.

La presse écrite apparaît alors tel un instrument essentiel d'organisation de « l'espace public ». Cette notion, développée par Jürquen Habermas désigne un espace symbolique intermédiaire entre la société civile et l'Etat. Accessible à tous les citoyens et aux divers groupes d'intérêt, il permet la formation, à travers

[99] A., NTIYANOGEYE, cours de Mass Médias d'opinion publique, 1ére licence, année académique 2007-2008, UB, F.L.S.H (non publié)

des échanges argumentatifs, d'une « opinion publique » qui vient contrebalancer le pouvoir de l'Etat.

Cette période constitue un moment essentiel. Elle permet à la presse d'affirmer un rôle civique toujours revendiqué par l'ensemble des médias. [100] S'agissant de l'espace politique, il est multidimensionnel, horizontal, vertical et temporel.

Longtemps considéré comme essentiellement continental, il a pris peu à peu une dimension maritime, sous-marine, aérien et plus récemment, cosmique », a pu écrire avec raison A.-L. Sanguin[101].

Ensuite, nous continuons à donner la signification de l'espace politique comme l'a bien montré Pierre Bourdieu, est un champ autonome, de plus en plus replié sur ses jeux et enjeux propres, imperméables à des nouveaux entrants [102]

Cependant la presse sous toutes ses formes, imprimées, auditives ou visuelle, constitue aussi une force politisante dans la mesure du moins et encore il ne s'agit pas de la presse du cœur ou de grande information.

En effet, la politique est le domaine d'intérêt des journalistes car c'est la politique qui attire les lecteurs à l'achat du journal du moins au Burundi. Selon les propos du Directeur de publication du journal « IWACU »

III.3. L'Action de la presse

L'action de la presse c'est un fait que « hormis le savoir strictement professionnel, la quasi-totalité des connaissances dont disposent nos contemporains vient de la presse » [103] Le lecteur vient au journal qui répond à ses convictions ou à son appartenance professionnelle.

L'impuissance d'un journal à se constituer une clientèle à partir des lecteurs enlevés à une autre presse a été maintes fois prouvée par l'échec des

---

[100] G LOCHARD et H BOYER, op.cit, P.43
[101] A.L.SANGUIN, L'évolution et le renouveau de la géographie politiques, Annales de géographie, Mi-juin 1975, n°463, 84ème année, P.280
[102] P., BOURDIEU, propos sur le champ politique, presses universitaires de Lyon, 2000, P.103
[103] B.VOYENNE, La presse dans la société contemporaine, Paris, Armand colin, 1962, P.183

nouveaux journaux qui comptaient sur leur programme pour se créer un public[104]. D'où l'objet d'un journal est d'informer le lecteur.

III.3.1. Le champ du débat politique

La presse en général a un rôle politique direct et ouvert. Elle assure la confrontation des points de vue politiques. Pour la presse écrite, elle peut être perçue comme un système de médiation de l'information d'une part et d'autre part, la presse est perçue comme un lieu d'interaction et de communication entre les acteurs via le journal. Ainsi, par système de médiation on entend une construction qu'ils élaborent.ces acteurs peuvent être directement présents au sein de la rédaction, comme c'est le cas pour les rédacteurs en chef, ou être des instances d'influence comme c'est le cas des collectivités territoriales ou des politiques ; les ONG, la société civile, etc. [105]

En effet, ces dernières n'agissent pas directement lors du processus d'écriture de l'article, mais influence la construction de l'information, par leur pouvoir de financement. Elles contribuent alors indirectement au processus de rédaction de l'information et par voie de conséquence à la formation des représentations sociales et de l'opinion publique.

Par opinion publique nous entendons : « une opinion que quelques individus pourraient ne pas partager mais que tous pensent que tous partagent, pour des raisons qui peuvent être différentes ».[106] Cette opinion publique s'élabore souvent par l'intermédiaire des médias.

La presse est le résultat, d'une construction d'information en contexte par les journalistes qui interagissent à un moment donné, avec des membres de l'Etat.

III.3.2. La presse écrite et la construction de l'homme politique

Pendant une campagne électorale, des candidats en compétition n'ignorent pas la presse. En effet, les moyens de communication peuvent montrer les candidats sous une autre image délaissant sciemment leurs programmes. Les

---

[104] Idem

[105] http://www.revue-signes.info (sommaire.php ? id=1518) la presse écrite come représentant des politiques Audrey DE GEGLIE, Docteur en science de l'information de la communication [visité le 6/2/2011 à 18h 40]

[106] Idem

hommes politiques savent bien qu'ils ne peuvent se passer de ces moyens de propagande.

C'est ici qu'il faut souligner le rôle des médias en général, et celle de la presse écrite en particulier. Ce rôle est de deux ordres : d'une part, pas d'élection pluraliste sans média diversifiés et indépendants. Selon les propos d'UIP (union interparlementaire), la démocratie est à la fois un idéal et un ensemble d'institutions et de pratique. En tant qu'idéal, elle exprime deux principes élémentaires.

1. Les membres de tout groupe ou association doivent exercer un contrôle sur les règles et la politique dudit groupe.

2. Ces membres doivent avoir entre- eux une relation d'égal à égal.

Dans les Etats modernes, ces principes sont matérialisés dans un ensemble complexe et en constante évolution d'institution et pratique qui incluent.

1. Un cadre juridique garantissant les droits des peuples,

2. Des institutions dirigeantes représentatives et responsables devant le peuple,

3. Un corps citoyen ou une société civile dynamique,

4. Des médias qui informent les citoyens des affaires publiques

5. Des institutions dirigeantes représentatives et responsables devant le peuple.

6. Des partis politiques qui expriment les opinions et aspirations des citoyens. [107]

Donc, la presse sous toutes ses formes, imprimées auditives ou visuelle, constitue aussi une force politisante. Et enfin, la presse est essentiellement un phénomène politique tributaire comme tel des vicissitudes qui affectent la vie politique [108]

En définitif, pour illustrer cela nous donnons l'exemple de relation entre pouvoir institutionnel et médias en ce qui concerne la construction politique de l'environnement. Il y aurait une relation très étroite entre la construction

[107] http://www.ipu.org/sdem-f/idd/about-dem.htm journée international de la démocratie discours[visité le 11 Février 2011 à 16h 50]
[108] G. BURDEAU, op.cit, P.235

politique de l'environnement par le ministère en charge de ce domaine et la construction médiatique des questions environnementales.

Dans l'analyse du traitement des inondations, la faible apparition ou l'inexistence des mots « environnement » et écologie dans les discours, l'absence de perspective environnementale ainsi que la référence aux collectivités locales et au ministère de l'équipement dans la gestion de cette crise montrent que la question des inondations ne relèverait pas d'une problématique environnementale gérée par le ministère [109] .Néanmoins, il semble que l'influence reconnue à la presse écrite est limitée pendant les campagnes électorales.

III.3.3. L'influence politique de la presse écrite

Pour introduire ce point, il faut partir de la définition de l'influence. Ainsi l'influence consiste en une relation dans laquelle une personne ou un groupe modifie le comportement d'autre personne ou d'un autre groupe par un simple processus de communication. Par exemple dans une société donnée ou dans un groupe donné, une personne peut obtenir qu'une décision en avis soit adoptée. Du fait de son prestige, de sa richesse ou de ses capacités à convaincre, à persuader. [110]

En partant de cette définition, nous allons montrer le taux d'influence entre les trois types de médias (la presse écrite, la radio et la télévision).

Selon le sondage mené en 2003 par la voix d'Amérique. Voici l'écoute de la radio selon le lieu :

Tableau n°10 : Sondage mené en 2003 par la voix d'Amérique concernant l'écoute de la radio

L'écoute de la radio selon le lieu	Pourcentage de l'écoute (%)
Suivent la radio à la maison	57,2
Suivent la radio au service	9,1
Suivent la radio chez les amis ou les voisins	4,9
Suivent la radio dans les véhicules	2,8

[109] http://www.sircome.fr/?La construction : Relation entre pouvoir institutionnel et médias [visité le 20 Avril 2011 à 15h]
[110] J., NIMUBONA, op.cit (non publié)

Source : A., NTIYANOGEYE, Les paysages médiatiques au Burundi Des origines au lendemain des élections de 2005, Bujumbura, 2008, P37.

Tableau n°11 : Le taux d'écoute des radios étrangères en 2003

Les radios étrangères	Pourcentage (%) et langue
BBC	63 ,4 en kirundi
Voix de l'Amérique	45,9 en kirundi
R.F.I	27,2 en français
La voix de l'Allemagne	4,2
Radio Vatican	2,7
Canal d'Afrique	2,7
Africa n°1	2,1

Source : A., NTIYANOGEYE, Les paysages médiatiques au Burundi .Des origines au lendemain des élections de 2005, Bujumbura, 2008, P37

Quant à la lecture des journaux, cette fois selon l'enquête réalisée en 2000.

1° La lecture du journal Ubumwe selon l'enquête menée en 2000.

L'enquête réalisée en 2000 révèle que le journal Ubumwe n'est pas beaucoup lu.

Seulement 10,20% des personnes interrogés déclarent le lire, contre 89,10 % qui ne le lisent pas.

Pour la lecture du journal le Renouveau du Burundi selon l'enquête de 2000. Dans l'ensemble, le lectorat est aussi faible, mais mieux que le journal Ubumwe.

Toutes les catégories socio-professionnelles lisent le journal dans les proportions suivantes :

Tableau n°12 : La lecture des journaux selon l'enquête de 2000

Lecture du journal le Renouveau	Pourcentage (%)
Travailleur du secteur privé	40,80
Fonctionnaires de l'Etat	38,10
Sans emplois	25
Etudiants	23,70
Commerçants	21 ,70
cultivateur	12,50

Source : A., NTIYANOGEYE, Les paysages médiatiques au Burundi .Des origines au lendemain des élections de 2005, Bujumbura, 2008, P37 [111]

Commentaire d'ordre géneral

Les résultats de ces enquêtes montrent que la radio reste le medium le plus écouté par la population burundaise. Ce résultat concerne à la fois les radios locales et les radios étrangères captées à Bujumbura.

L'enquête confirme par ailleurs le faible taux de lecture des journaux écrits. Les journaux publics donnent des nouvelles peu consistantes parce qu'il ya back grounds qui permettent une meilleure compréhension des sujets traités. Les journaux écrits privés accusent également un manque criant d'encadrement professionnel, d'où on observe souvent des papiers déséquilibré et la non séparation des faits bruts et les opinions personnelles. Ils privilégient parfois le sensationnel pour mieux vendre leurs journaux.

Or, ce sensationnel c'est l'actualité politique d'où la surpolitisation des journaux. En guise de conclusion, on ne peut terminer sans comparer les synergies des radios et les synergies des journaux.

Ce dernier n'était pas présent en 2005.En 2010 les deux synergies ont été crées. Les hommes politiques croient à la toute pression des médias en général et de la presse écrite en particulier. Ce dernier n'est pas très développes dans les pays à un taux élevé d'analphabète comme le Burundi.

Par contre, la presse écrite est très développée dans les pays développés qui ont beaucoup d'intellectuels.

Pourtant, ces valeurs qu'ils perçoivent comme étant capables de changer les comportements des électeurs en cas de consultation électorale ne réussissent pas toujours leur mission.

Qu'ils essaient de la manipuler en leur faveur ou non, cet outil de l'information n'est pas à mesure de leur procurer les avantages escomptés.

[111] A., NTIYANOGEYE, op.cit, P.37

Cela tient à plusieurs raison : D'abord, la compréhension d'un message politique des médias ne dépend pas de celui qui l'émet. Ce message est tenu de coller d'une manière d'une autre à la réalité vécue sur terrain.

En effet, la propagande ne peut pas mobiliser tous les médias pour défendre les causes d'un seul homme, ceux de l'opposition essaient de briser tout décalage trop visible par rapport au réel.

Toutefois, il faut reconnaître une certaine influence politique des médias en général. Celle-là peut être observée dans la presse écrite plus qu'ailleurs car c'est dans la presse écrite qu'on trouve les vrais débats sur les projets. Dans la presse écrite on explique, ce qui n'est pas le cas pour les autres types de médias. Autre chose c'est que la presse écrite a une recentration sur le contenu. Se prêtant à diverses lectures immédiates ou différées, le journal écrit semble donc offrir, de part, d'autres garanties intellectuelles que tout autre média. Si l'on se réfère au propos de Paul Watzlawick[112].

On peut donc avancer qu'il rend possible (sans la garantir pour autant) une recentration du lecteur sur le contenu de la communication, reléguant au second plan la relation qui sous tend celle-ci.

La lecture du journal se caractérise donc par une irréductible liberté du lecteur, qui s'engage dans des parcours de découvertes singulière. Dans les lignes suivantes nous allons comparer les médias : la presse écrite, la radio et la télévision

III.3.4. Comparaison entre la presse écrite, la radio et la télévision

D'une façon générale, les médias ont tous une influence politique. Mais le taux d'influence diffère selon qu'on ait dans la presse écrite, la radio ou sur la télévision (audiovisuelle).

Nous allons commencer à dégager la différence entre ces 3 catégories premièrement, en commençant par la limite :

1. Pour les journaux, il n'y a pas en théorie de limite au nombre de journaux, en revanche pour la radio et la télévision les fréquences ne sont pas en nombre infini. Cela se vérifie pour les moyens de

[112] G., LOCHARD et H., BOYER op.cit, P.47

communications utilisant les faisceaux hertziens, avec un encombrement du ciel par une multiplicité d'ondes de toutes sortes créant des interférences.

2. Deuxièmement, la presse papier permet de faire davantage place à l'intelligence, tandis que les images et la concision des interventions font bien plus appel aux émotions. Si on cherche un impact immédiat sur les adversaires et à toucher les « grandes masses », on va se tourner vers la télévision, sacrifier une partie du fond à la forme et s'intégrer à des contraintes extrêmement pernicieuses en termes de temps et de concision.

En poursuivant la différence des trois médias, Juliette Durand Delga dit que :

«De manière générale les médias écrits laissent plus de place à l'analyse et à la nuance. Ils offrent plus de possibilités de vérifier que ce qui est rendu de notre discours est conforme à ce que nous souhaitons »[113].

Quand J.FTheodor dit que les journalistes de la télévision nous expliquent que les sujets durent une minute, ils pointent un fait dont tout le monde se plaint. Comment peut-on parler de nos problèmes, de nos actions, de nos revendications quand on nous accorde une minute ? Il y a plus à la télévision de débats de société. Il continue en disant prenons l'exemple des élections : on ne parle pas des projets des candidats, on va essayer de leur faire sortir des petites phrases. Et c'est pareil pour la société civile. [114] Pour lui, *« c'est dans la presse écrite qu'on trouve les vrais débats sur les projets des candidats développés par thèmes, ce que l'on ne trouve plus à la télévision ».*

Dans les circuits de communications politiques, l'audiovisuel (télévision) occupe une place de renom. En effet, c'est un moyen de communication de masse qui permet de toucher un public large avec une grande force de pénétration.

A cet effet, Jacques Chevalier annonce :

---

[113] http://www.mouvements.infos/MiLiTER-a-l'ére-du-tout médiatique Milter L'ère de tout médiatique. Mouvements.[visité le 11 Février 20010 à 11h 30]
[114] Idem

« Il a, tout d'abord, déplacé et élargi le cercle du débat, l'ouvrant à de nouveaux acteurs et le portant devant l'ensemble des citoyens » [115]

Bref, l'audiovisuel est le média qui reste fort prisé par les hommes politiques. C'est un espace politique qui remplit des fonctions politiques complexes et diversifiées.

En ce qui concerne la radio, c'est le moyen le plus facile pour atteindre les électeurs durant la propagande car la grande majorité de la population possède des postes des radios ou l'écoute les informations chez les voisins. D'où son imposition dans les pays à taux élevé d'analphabètes, mais aussi aux personnes ne disposant pas des moyens pour se procurer de la télévision dans leur ménage (cas du Burundi) et d'autres pays du Tiers Monde.

B. ANALYSE DE DISCOURS DES JOURNAUX EN 2005

III.4. Les journaux face aux élections de 2005

D'une façon générale en Afrique centrale, les journaux ont joué un rôle important durant les élections de 2005 et de2010. Ceci s'est fait remarquer en quatre étapes suivantes :

1° Avant la campagne, les médias couvraient les débats sur le système électoral pour ce qui concernait les conditions d'éligibilité, les critères liés à la nationalité (aussi bien ceux des électeurs que ceux des candidats), les modalités de scrutin (direct ou indirect), le découpage, des circonstances etc.

2° Pendant la campagne, les médias avaient pour mission, entre autres, la présentation des partis politiques et des candidats.

[115] J.J.CHEVALIER, op.cit.p.1235

3° Le jour du scrutin, les médias continuaient à jouer leur rôle en protégeant l'intégrité du processus électoral et la sécurité de vote à travers l'information portée à l'attention du public.

Toujours dans cette même perspective, le rôle des médias ne se limite pas à la proclamation des résultats mais ils ont également le grand rôle à jouer à la fin du scrutin.

4° Enfin, pour éviter les conjectures, les suppositions et les rumeurs, il leur appartient de porter la bonne information à l'endroit du public.

Les médias couvrent aussi l'annonce des résultats et favorisent son acceptation par la population et les candidats malheureux.

Ils couvrent la prise en fonction de nouveaux élus et se chargeaient de leur rappeler leurs promesses de campagne tout au long de leur mandat etc. [116]

Dans le cas du Burundi, lors des élections de 2005, il y a eu "synergie des radios" qui a déployé 120 journalistes dans l'ensemble de communes du pays.

Ces journalistes étaient sous la responsabilité de rédacteur, un par province. Ici nous signalons que chaque rédacteur filtrait les informations les plus importantes à diffuser. Ces informations étaient transmises par téléphone à la rédaction centrale située à la radio ISANGANIRO où des équipes des journalistes appartenant à toutes les radios.

Les rédacteurs en chef se relayaient pour présenter les informations toutes les 20 minutes pendant les 48 heures de l'élection sur la fréquence ISANGANIRO. Cette dernière était relayée par toutes les autres radios.

En 2005, il n'y avait pas de synergie de la presse écrite.

Mais par contre en 2010, il y a eu la synergie des journalistes de presse écrite du PACAM qui consistait à travailler sur des thèmes importants en vue des élections comme la santé, l'école, les problèmes fonciers,...Deux

[116] http://www.universalisedu.com. Rapport atelier sous régional : « médias et élection » Bangui 22 -24 Avril 2009, P13

journalistes de quatre presse écrites travaillaient ensemble 3jours par semaine et rédigeaient un article commun avec l'aide de L'ONG BENEVOLENCIJA(sic). Ces articles paraissaient toutes les semaines dans le journal "IWACU" tandis que les articles du Renouveau et d'Ubumwe n'ont été publiés qu'une fois. Selon Thaddée SIRYUYUMUNSI, le Directeur des Presses publiques du Burundi, si les articles du pool PACAM n'ont été publiés qu'une fois, c'est parce que le Ministère de l'intérieur a interdit les publications du PACAM jusqu'à l'ouverture de la campagne électorale.

En conclusion, les journaux et l'attitude des responsables des radios associatives pendant cette période auraient conduit à la démocratisation des institutions du Burundi. Dans le point suivant nous traitons les journaux face aux candidats dans la course électorale de 2005 [117]

III.5. Les journaux face aux candidats dans la course électorale de 2005 : les prévisions

Lorsque les élections se rapprochant, les journaux consacraient leurs écrits aux prévisions des chances de partis politiques dans la course électorale. Cet exercice avait contribué à façonner une image spécifique des partis en question, ce qui peut être vu comme une tentative d'influencer le choix de l'électorat en faveur d'un candidat spécifique. Dans cette perspective, les différences des prévisions entre les différents journaux deviennent significatives pour la compréhension du positionnement de ces journaux vis-à-vis des candidats en question.

III.6. Les candidats potentiels pour la présidence

Les deux journaux privés (« Arc-en-ciel » et « UMUNTU-Lumière ») s'étaient donné comme objectif de présenter les candidats potentiels au poste de chef de l'Etat.

Commençons avec les prévisions du journal "Arc-en-ciel", le FRODEBU, CNDD-FDD et le PARENA. Il s'était fixé comme objectif de présenter les candidats potentiels pour la présidence. Ledit journal estimait qu' *« à trois mois de la présidentielle, il n'est pas du tout normal que les candidats restent inconnus et le risque est également énorme pour élire des personnalités sans*

[117] http://www.universalisedu.com. Rapport atelier sous régional : « médias et élection » Bangui 22 -24 Avril 2009, P13

projets de sociétés bien connu par la population ». [118] A cela s'ajoute d'après l' « Arc-en-ciel » que, *« non seulement il n'y a pas de sociétés spécialisées dans le sondage, mais aussi l'électorat burundais est pauvre, hypocrite, incertain et facilement manipulable »* [119]

La qualification de l'électorat comme « hypocrite » est une caractéristique qui lui est également attribuée en 1993, après qu'il ait exprimé son choix en faveur de NDADAYE.

Il s'agissait donc d'une tentative de dresser le tableau des chances des candidats potentiels à la présidence et donc ils étaient loin des "pronostics"figés tels que nous les trouvions dans les journaux « partisans » en 1993 qui présentaient la victoire de leur candidat comme un fait assuré. Ensuite, le journal « Arc-en-ciel » s'est donné comme objectif de présenter les points forts et les faiblesses des candidats potentiels.

Bref, selon « Arc-en-ciel », le FRODEBU et le CNDD-FDD ne sont donc pas les partis dont ce pays a besoin contrairement au PARENA :

« Ce parti bien implanté sur presque tout le territoire national a l'avantage d'être dirigé par un ancien président de la République qui avait sérieusement développé ce pays. Aussi, il est le seul prétendant au fauteuil présidentiel qui n'est pas directement concerné par la question du pouvoir, de près, ou de loin, pendant toutes ces années de descente aux enfers qu'a connu le Burundi » [120]

III.7. Les prévisions d'UMUNTU-LUMIERE : Le CNDD-FDD, Le FRODEBU et Le CNDD

Le journal « UMUNTU-Lumière » était moins explicite sur son positionnement vis-à-vis des candidats potentiels. Selon ce journal, « le CNDD-FDD » a le vent en poupe et ne cesse de crier : « Twaratsinze hasigaye guharura amajwi » ce qui signifie littéralement « nous avons déjà gagné reste à faire le décompte de voix ».

---

[118] TH., NDAYISHIMIYE, Les candidats potentiels pour la présidence. In Arc-en-ciel N°51 du 27 Mai 2005, P.9
[119] Idem
[120] TH., NDAYISHIMIYE, Les candidats potentiels pour la présidence. In Arc-en-ciel N°51 du 27 Mai 2005, P.9

En rapportant le discours de CNDD-FDD, ce parti est présenté comme confiant en sa victoire. En outre, ce journal parle de « leur leader charismatique Peter NKURUNZINZA », ce qui renforce davantage cette image de parti fort. Il est important de signaler que ce journal utilise le nom « Peter » au lieu du nom officiel « Pierre ».

Selon l'explication du Directeur du journal Monsieur Patrice NDIKUMASABO, il s'agit d'un choix déterminé par la sympathie pour NKURUNZIZA, car « Peter » est le nom utilisé par ses compagnons de lutte. Toujours selon NDIKUMASABO, son journal utilise ce nom pour rendre NKURUNZIZA plus sympathique.

Bref, pour faire le tri, « UMUNTU-Lumière » fait savoir que :

« Bien sûr, les burundais sont fatigués des différents régimes qui se sont succédés au pouvoir en suçant le peuple à blanc». [121]

De cette façon, le journal s'exprime au nom de la population. Celle-ci est fatiguée des régimes qui ont gouverné le pays, notamment L'UPRONA et le FRODEBU, ce qui fait sous entendre que la population veut un changement, un nouveau régime, ce qui exclut alors le FRODEBU.

Pour « le Renouveau », comme c'est un journal gouvernemental, il présente plus d'articles sur des sujets et des préoccupations de la société en général la politique.

D'une façon générale, ce journal rapporte le discours des autres et plutôt que d'être un journal d'opinion. Il donne les faits, surtout en relation avec les activités du gouvernement, sans donner des commentaires. Ce caractère descriptif faisant souvent parler les autres faits que ce journal garde une position de distance vis-à-vis des acteurs politiques.

D'où pas de prévision pour « le Renouveau ».

Quant au journal « Iwacu », il n'existait pas encore car il a été créé plus tard en 2008.

---

[121] P.NDIKUMASABO, Les prévisions in UMUNTU-LUMIERE N°, Bujumbura, 2005, p8

III.8. Les journaux face aux comportements des partis politiques

Plusieurs partis politiques étaient la cible des critiques des journaux quant à leur comportement dans le processus électoral. Les journaux condamnaient en effet les attaques répétées des acteurs politiques contre leurs adversaires et la manipulation de la situation en leur faveur.

Il est intéressant de voir quels partis visés par tel journal et dans quel but .Les différences entre les deux journaux privés et le journal gouvernemental ne s'expriment pas à cet égard. Les différences étaient significatives et nous informaient sur leur positionnement vis-à-vis des acteurs politiques.

III.9. Positionnement des journaux à travers la construction des identités politiques

III.9.1. Une Presse privée engagée et un journal gouvernemental de distance

L'analyse du discours des journaux privés « Arc-en-ciel » et « UMUNTU-Lumière » fait ressortir qu'il s'agit plutôt d'un discours engagé par rapport aux acteurs et au débat politiques alors que le journal gouvernemental garde plus de distance. Ceci se manifeste entre autres, dans la nature des sources utilisées.

Nous constatons que dans les deux journaux privés même s'ils faisaient parfois référence à des experts et autres acteurs politiques la source restait souvent vague au lieu de fournir des informations précises. Ils donnaient leurs propres points de vue, commentaires et jugements sur les événements et acteurs politiques et cela sous couvert des sources vagues.

Pour le journal « le Renouveau », plutôt que de se référer à des sources vagues, il mobilisait des sources officielles telles que les hommes politiques, mais aussi les organisations de la société civile. Ce journal faisait souvent parler ses sources externes sans qu'il y ait d'intervention des journalistes. Dans ce cas, il s'agit de déclarations, de conférence de Presse, etc.

En ce qui concerne des thèmes traités, il y a également plus de ressemblance entre les deux journaux privés qu'entre les journaux privés et le journal gouvernemental.

Les journaux privés présentaient beaucoup plus les tensions politiques tandis que le journal gouvernemental se concentrait beaucoup plus sur les déclarations, les conférences de Presse, les visites de terrain du président de la République et des ministres, etc.

Bref, le journal gouvernemental parle souvent des partis politiques en général sans mentionner spécifiquement les noms. Ceci n'était pas le cas pour les journaux privés où il était souvent question des partis politiques spécifiques pour les évaluer, juger, condamner, louer, etc.

III.9.2. Les journaux dans la construction des identités dichotomiques

L'analyse des présentations par les journaux privés des acteurs et des événements politiques fait ressortir leur prise de position vis-à-vis de ces acteurs. Cette prise de position se faisait donc, entre autres, à travers la construction des identités politiques positives ou négatives, selon la préférence du journal en question.

Dans ce cas, il s'agit en quelque sorte d'une idéologie fondée sur le schéma « nous » contre « eux ». Donc une catégorisation entre « le bon » et « le mauvais » tout en sachant que les lignes de division n'étaient les mêmes qu'en 1993, car devenu intra ethniques. Ce schéma se retrouvait dans « Arc-en-ciel » qui se positionnait en faveur de l'ex-Président de la République Jean-Baptiste BAGAZA et son parti le PARENA. Ceci en l'opposant surtout à leur rival, le FRODEBU, Pierre BUYOYA et UPRONA.

Le journal « UMUNTU-Lumière » se montrait favorable à Pierre NKURUNZINZA et son parti le CNDD-FDD en l'opposant surtout à son rival, le FRODEBU.

Bref, dans les deux journaux privés il y avait l'utilisation des termes positifs pour décrire « groupe » et négatifs pour « leur groupe »

III.9.3. Différentes phases dans la construction des identités politiques et le positionnement des journaux

Dans la mise en scène des identités politiques par les journaux et leur positionnement qui y était souvent lié, nous distinguons différentes phases tout au long du processus électoral. Ainsi, une thématique qui semble un aspect que nous retrouvons dans chaque phase au niveau de la construction de l'identité des partis politiques est la référence par les journaux privés à l'histoire. Cela pour mettre en avant des caractéristiques spécifiques des partis en question. La présentation de l'histoire et du rôle du parti en question dans les événements historiques se faisait alors en fonction de l'image que le journal voulait évoquer de cet acteur politique.

Dans ce qui suit, nous dressons le bilan spécifique du discours de chaque journal.

1° « Arc-en-ciel » : Un engagement en faveur de BAGAZA et son parti le PARENA.

Il ressort de l'analyse du discours du journal « Arc-en-ciel » que ce journal se positionne en faveur de BAGAZA et de son parti le PARENA, tout en le présentant comme « les bons » incarnant exclusivement des caractéristiques positives par opposition à leurs adversaires qui sont alors « les mauvais ».

Selon ce journal, ces adversaires sont, en premier lieu, Pierre BUYOYA et son parti UPRONA. Ceci s'explique par le fait que c'est le principal opposant du PARENA, non seulement parce que ce sont des concurrents (deux partis dits Tutsi), mais aussi en raison de leur passé commun. BAGAZA fut en effet renversé par BUYOYA dans un coup d'Etat, fut ensuite son prisonnier politique et fut obligé de vivre en exil.

Concrètement, il s'agit d'un positionnement contre le FRODEBU, l'UPRONA et le CNDD-FDD.

2° « UMUNTU-Lumière » (UBUNTU-Lumière) : une admiration face à NKURUNZIZA et son parti le CNDD-FDD

Pour ce qui est du journal « UMUNTU-Lumière », il ressort de notre analyse que ce journal utilisait les mêmes stratégies que le journal Arc-en-ciel. « UMUNTU-Lumière » se penchait en faveur du candidat Pierre NKURUNZIZA et de son parti CNDD-FDD. Dans des termes positifs. Par le fait même que le FRODEBU est considéré comme le principal rival, il est le premier à être critiqué par ce journal afin de présenter une image négative de son candidat.

Ainsi, il s'agit également d'un discours visant à construire des identités politiques opposées où « le bon » est mis en contraste avec « le mauvais » dans le but de servir l'acteur qui est le mieux placé pour gagner les élections.

Il ne s'agissait donc pas d'un discours qui donnait une image équilibrée et impartiale.

Le but consistait à construire une image positive de son acteur favori. Toute présentation et argumentation servait de l'idéologie de « nous » contre « eux ».

3° « Le Renouveau » : un discours qui garde distance

« Le Renouveau » se tient à distance des acteurs politiques jusqu'à ne consacrer qu'une partie limitée de son contenu à la politique. Contrairement aux journaux privés qui sont remplis presque uniquement d'informations politiques.

A la différence des journaux privés, « le Renouveau » ne prend pas pour stratégie de présenter les candidats à travers les prévisions. Ensuite, « le Renouveau » ne parle pas d'acteurs politiques précis mais s'exprime sur la classe politique en générale.

« Le Renouveau » ne s'exprimait pas directement sur les tensions qui prévalaient entre les partis dits de la même tendance ethnique.

Il rapportait le discours de l'OAG, condamnant les tensions surtout entre le FRODEBU et le CNDD-FDD. Ce journal publiait intégralement la déclaration des contestations des résultats du FRODEBU.

Une autre différence par rapport aux journaux privés, est que ce journal s'exprimait de façon directe. Il utilisait un ton de regret sur le départ de « certains de nos dirigeants », ce qui fait sous-entendre une position plutôt en faveur des dirigeants partants. Le principal était le président de la République sortant, Domitien NDAYIZEYE.

De plus, « le Renouveau » ne formulait aucune critique à l'égard de FRODEBU et du président sortant. Dès lors, bien que ce journal se caractérisait surtout par un discours neutre vis-à-vis des acteurs et événements politiques.

Il prenait à quelques reprises une position en faveur du parti au pouvoir, le FRODEBU. Ce qui se manifeste par l'absence d'informations négatives à son égard.

4° « IWACU » ce journal nous avons jugé bon d'analyser son discours par rapport aux élections de 2010

III.9.4. Analyse politique du journal « IWACU » en 2010

Les élections de 2010 avaient intéressé la communauté internationale, vu les visites des différentes missions comme par exemple une mission pluridisciplinaire de l'union africaine. Ce dernier a rencontré les partis politiques agréés au Burundi sur la reconstruction post conflit au Burundi et République Démocratique du Congo.

Le journal « IWACU » analyse des ministres burundais au salaire insuffisant et difficilement acquis (SIDA) en sigle ou simple pillage des fonds publics ?

Ce journal fait remarquer que la question des dirigeants qui touchent deux salaires est très grave et que sous d'autres cieux, la démission était automatique.

Cfr. le ministre Rose NDUWAYO du parti SAHWANYA FRODEBU mais que le ministre BUNYONI Guillaume qui n'a pas été limogé alors qu'il était dans les mêmes situations que Rose NDUWAYO. Pour le journal « Iwacu », cette opération montre qu'un Etat peut se reformer quand une gangrène généralisée le menace. Comme l'écrit Jean-bosco NDUWIMANA.

En poursuivant le domaine des élections, selon le rédacteur en chef d'IWACU, les messages contenus dans les articles du pool (PACAM) ne sont pas de la propagande politique. Donc, selon lui c'est pour cela qu'il continu de les publier. Il poursuit en disant que ces articles étaient faits pour faire réfléchir les lecteurs sur des thèmes d'actualité et ils ne perdaient pas de vu que les lecteurs pouvaient être aussi bien des électeurs que des candidats. [122]

III.9.5. Contribution des journaux au processus électoral 2005

En 2005 les journaux privés observaient les tensions entre les principaux rivaux en condamnant les partis politiques créer un climat tendu, voire violent autour des élections. Ici, il s'agissait d'une critique directe d'Arc-en-ciel et indirecte du Renouveau face aux partis FRODEBU et CNDD-FDD, sans pour autant se montrer en faveur d'un des deux partis.

Le journal « UMUNTU-Lumière » rapportait également les tensions entre ces deux partis. Ce dernier présentait le CNDD-FDD comme étant persécuté par le FRODEBU. La différence avec les journaux « partisans » de 1993 résident dans le fait que les journaux en 2005 rapportaient le comportement et le discours de diabolisation des partis politiques sans se lancer eux-mêmes dans une campagne incitant à la peur, voire à la haine vis-à-vis de l'autre.

Cependant, cette différence pouvait s'expliquer partiellement par le fait que les animateurs des journaux « partisans » en1993 étaient directement impliqués dans cette campagne. La plupart de ces animateurs étaient des acteurs politiques contrairement en 2005. En outre, à la différence de 1993, les élections ne présentaient plus d'enjeu ethnique majeur. Ceci a fait que le facteur ethnique se manifeste plus dans les journaux comme un élément de mobilisation des électeurs ou encore en tant qu'enjeu « vital ».

---

[122] Grands lacs afrique.unblog.fr/2010/02/[visité le 12 Mars 2011 à 15h 20] dans le PACAM les presses écrites sont au nombre de 4 : IWACU, RENOUVEAU, NDOGOZI, ABP

Cette différence pouvait être également un des facteurs d'explication du discours devenu moins radical et violent dans les journaux en 2005.

Une autre explication pourrait être les leçons tirées des conséquences néfastes de ce genre de discours radical. Ceci à cause de l'expérience traumatisante des élections de 1993 et la crise qui en a suivi.

Les journaux de 2005 ne jouaient donc plus sur la peur et la division, même si certains partis étaient systématiquement de façon négative. Dans cette présentation, les journaux privés en2005 se montraient particulièrement sévères pour les partis adversaires de leur favori, tout en épargnant ce dernier de tout jugement négatif.

Ainsi, ces journaux privés n'observaient pas simplement les faits mais y apportaient leur opinion. Et à travers un jugement positif ou négatif, ils visaient à présenter une image positive ou négative des partis en question.

Cet objectif répondait à la l'attitude engagée des deux journaux privés en faveur d'un parti politique spécifique : le PARENA pour « l'Arc-en-ciel » et le CNDD-FDD pour « UMUNTU-Lumière ».

Ce dernier présentait NKURUNZIZA en tant que « l'homme élu par Dieu », comme ce fut le cas pour l'Aube de la démocratie en 1993 qui présentait NDADAYE en tant que « le messie ».En faisant le parallélisme entre ces journaux, il y a lieu de conclure que ces journaux faisaient appel aux croyances profondes de la population. Donc, à la religion donnant ainsi plus d'ampleur à la libération.

En conclusion, vu les thèmes traités par les journaux de la Presse écrites au Burundi, la grande partie est occupée par la politique. C'est le cas dans « Arc-en-ciel », la matière politique occupe plus de la moitié des colonnes. C'est presque le même cas pour le journal IWACU dont la politique 40% de chaque numéro selon les propos de son Directeur de publication Antoine KABURAHE.

D'une façon générale les médias burundais sont dominés par l'actualité politique et il y a insuffisance de l'information qui intéresse les différentes catégories socio-économiques.

Ceci est le cas général pour les pays comme ceux du sud où il y a suprématie du politique sur l'économique et où l'Etat détient le monopole des mécanismes d'ascension et de réussite sociale. [123]D'où alors les journaux s'intéressent beaucoup sur l'actualité politique pour satisfaire la demande de leurs clients. Ces derniers sont faits à grande majorité par les intellectuels de la capitale de Bujumbura. Car ils veulent s'informer beaucoup de la politique. C'est la seule voie de leur survie. C'est ainsi que les journaux en suivant cette situation font la politisation de l'information. Dans le point qui suit, nous allons traiter l'analyse critique des journaux.

III.9.6. L'analyse critique des journaux

Des journaux publics aux journaux privés, de grands journaux aux petits journaux, des plus lus aux moins lus,... tous les journaux semblent traiter les mêmes thèmes. La grande partie des articles de ces journaux est dominée par l'actualité politique. Ici on peut se poser la question de savoir pourquoi les journaux s'intéressent-ils beaucoup à la politique ? La politique est une grande consommatrice de symbole et d'image. Il était tentant pour les entreprises qui vivent de la consommation de s'intéresser au marché de la politique[124]. Les lecteurs des journaux reviennent au journal qui répond à leur attente.

D'après nos recherches effectuées en Mairie de Bujumbura (Province Bujumbura), nous avons constaté que la grande majorité des lecteurs achète un journal suivant l'information politique qui s'y trouve. En plus, la plupart des nos enquêtés affirment pouvoir acheter un journal qui traite les faits au sens positif et appel d'offre cas du journal « le Renouveau ». C'est la politisation de l'information.

En analysant les réponses de nos interlocuteurs sur l'appréciation des informations des journaux, on peut affirmer que les lecteurs des journaux aiment lire l'actualité politique plus qu'autre chose. Pourtant, croire vivre seulement de la Presse écrite n'est qu'illusoire. Les problèmes observés au sein de ces journaux ne peuvent pas leur permettre un développement Social et économique visible et durable.

---

[123] J., NIMUBONA, op.cit, p.102

[124] G., BURDEAU, Traité de science politique Tome X, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence R., 1986, P.282

III.10. La question de viabilité des journaux

Ici, le "niveau de lecture" a été notre outil d'analyse et la notion de viabilité nous aide à comprendre la différence de vente entre les « plus lus » et les « moins lus » quant à la viabilité des journaux. Par ailleurs, l'impartialité du journal contribue à l'existence et à l'acceptabilité par les lecteurs. Les plus « lus » et les "moins lus" ont des problèmes qui ne sont nécessairement les mêmes sur certaines questions.

Sur 23 journaux non lus interrogés sur la question de savoir si les journaux présentent ou fournissent des informations nécessaires ou équilibrées pour éviter la partialité, 18 expriment leur satisfaction tandis que sur 4 les plus lus interrogés dans la même perspective, 2 seulement expriment leur satisfaction.

L'insatisfaction quant aux ventes est donc affirmée par plus de 80% des « moins lus ». Elle est en outre affirmée par 65% des « plus lus ». Cette différence de position peut s'expliquer car les moins lus rencontrent en quelque sorte l'esprit critique. Que l'insatisfaction soit plus prononcée au niveau de la catégorie des moins lus nous semble tout à fait normal. C'est dans cette catégorie qu'on trouve en effet des lecteurs qui ont un sens critique.

Ce sont eux qui détiennent la dimension cognitive de leurs journaux et se posent des questions de type :

1. Pourquoi journal n'a-t-il pas arrivé ici ou là ?
2. Comment faire pour être efficace ?

Ils définissent aussi les modèles normatifs d'action en rendant le contrôle plus dynamique, en collaborant avec tous les intervenants. Cette mise en sens des informations qui passe à la fois par la production d'interprétation causale d'abord (si le journal n'a pas réalisé ses objectifs, c'est parce que les journalistes ne s'y sont pas impliqués) et ensuite, d'interprétations normatives (tout journaliste doit apporter sa ferme contribution pour la bonne vente du journal), n'est pas l'affaire des « moins lus » qui sont malheureusement les plus nombreux dans le monde de la Presse écrite au Burundi.

Toutefois, notre étude nous a révélé l'existence des points communs entre les journaux publics et privés. Malgré cela, le Directeur de publication du journal « IWACU »- nous a dit que toutes les deux ont leur place dans la construction d'un Etat démocratique. Il a poursuivi en disant que : « Nous avons fait le pari de réconcilier les burundais avec la lecture ». Ce journal voulait contribuer à cette fixation de l'histoire immédiate.

III.11. Implication des lecteurs

Ici, la question de savoir si l'idée de créer le journal est exogène ou endogène nous a éclairés. D'après les enquêtes faites, 55 sur les 57 journaux au Burundi ont vu l'idée de création venir à la veille d'un grand événement (donc de l'extérieur effectivement). C'est généralement les hommes politiques (politiciens) d'un parti quelconque ou d'un ancien journaliste ou un journaliste en activité qui prend l'initiative. Or, l'idée de commercialisation au sein des lecteurs est celle qui stimule l'implication des journalistes dans l'entreprise.

L'ordonnance ministérielle n°1/010 du 15 Avril de 1992 portant autorisation de multipartisme au Burundi. Cette ordonnance a donné la liberté d'expression et d'opinion comme l'écrit Jacques Gérard : « La démocratisation des institutions ne se limite pas seulement sur les textes et lois mais aussi touche la diversité des opinions qui engendre la création d'une Presse privée »[125]

D'une façon générale, les élites urbaines ou intellectuelles lisent les journaux qui publient les informations d'actualité politique et la vie sexuelle comme c'est le cas pour le journal Arc-en-ciel sur la dernière page. Ceci est fait pour assurer la vente du journal selon son Directeur de publication. La commercialisation politique signifie que la politique est une grande consommatrice de symbole et d'images. Il était tentant pour les entreprises qui vivent de la consommation de s'intéresser au marché de la politique.

Pour vendre, il faut que le produit soit à la mode, on créera la mode ; puisque pour que la vente soit rentable, elle doit aborder une production de masse, ou standardisera les objets quitte à réduire la qualité, et puisqu'une large consommation est liée à l'homogénéité de la clientèle ou fera en sorte qu'un conformisme des goûts renforce la différence des conditions.

---

[125] J., GERARD cité par CH., NIMBONA (ABP), Un coup de pouce pour les journaux indépendant, in Renouveau n° 4221, P.5

Enfin, les mêmes lecteurs doivent prendre la responsabilité pour lire les journaux qui donnent des informations impartiales. Et ainsi, aidé au développement de ces journaux et influence la population burundaise à la lecture des journaux. Encore une fois le développement des journaux est rendu difficile par le degré élevé d'analphabétisme de la plupart des populations burundaises. C'est pourquoi est plutôt plus endogène qu'exogène.

Conclusion du chapitre

La vision force politique peut faire penser que la presse écrite tant privée que publique constitue une réussite de la liberté d'expression au Burundi .La majorité des lecteurs des principaux journaux admettent que lesdits journaux ont été pour eux l'une des moyens pour savoir ce qui se passe dans leur pays .mais parler de la majorité fait sous entendre aussi une minorité. Cette dernière est faite de gens qui lisent seulement les appels d'offre. (cfr le journal gouvernemental le Renouveau). Ceux- ci n'ont pas peur de souligner les points faibles de ces journaux. L'objectif qui pousse la majorité des lecteurs à acheter ces journaux reste la politique et les publicités notre objet d'étude.

Il y a parmi les 4 journaux étudiés, de titre presque totalement aliéné aux forces politiques certains d'entre- eux se sont changé en véritable organe de parti .Cela parce que beaucoup de journaux sont dépendant financièrement d'une personne physique ou d'une institution étrangère. Il y a aussi des journaux, qui se proclament «voix des sans voix »mais qui restent presque exclusivement tournés vers les préoccupations de l'étude politisée.

CONCLUSION GENERALE

Notre travail est composé de trois chapitre précédés par une introduction générale et clôturés par une conclusion générale, est chaque chapitre est subdivisé en sous points. Le premier chapitre intitulé « **HISTORIQUE DES PRINCIPAUX JOURNAUX (« LE RENOUVEAU », « ARC-EN-CIEL », « UMUNTU LUMIERE » ET « IWACU »)** » avait pour but de donner une brève aperçue historique des quatre principaux journaux Le Renouveau, Arc-en-ciel, UMUNTU- Lumière Et IWACU. Nous avons relevé le contexte politique de la création de ces journaux, leur création proprement dite, leurs périodicités, leur distribution, leur ligne directrice ainsi que leurs thèmes souvent traités.

Le second chapitre intitulé « **DU PHENOMENE DE SURPOLITISATION AU BURUNDI** »avait pour but de définir et d'expliquer les concepts- clés jugés essentiels à la compréhension et au développement de la suite. La surpolitisation a été définie comme « L'excès de politisation, centrage de la vie autour de la politique ». Après avoir défini le concept surpolitisation, nous avons donné les différentes formes de surpolitisation que le Burundi a connue depuis l'arrivée du multipartisme vers l'année 1992, date qui correspond à la naissance et à la multiplication d'une presse écrite « de la haine » 1993 - 1996. C'est ici qu'on a souligné la surpolitisation de l'information. Il y a aussi la surpolitisation économique exemple la gestion de SOSUMO en mars de 2010.

En ce qui concerne la surpolitisation de l'information, la grande majorité des journaux Burundais s'occupent de la politique dans leurs écrits pour satisfaire leurs clients. Ces derniers sont formés par la grande majorité des intellectuels de la ville de Bujumbura qui cherchent des informations politiques plus qu'autre chose. Pour parvenir concrètement à notre sujet de travail, nous nous sommes appuyés sur Max WEBER qui définit la surpolitisation comme l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir, soit entre les Etats, soit sont entre les divers groupes à l'intérieur d'un même Etat.

La présente recherche a proposé dans le troisième et le dernier chapitre, « **LE PHENOMENE DE SURPOLITISATION A TRAVERS LES PRINCIPAUX JOURNAUX AU BURUNDI** » il a été question de remarquer le phénomène de surpolitisation à travers les principaux journaux.

Nous avons constaté qu'il y avait des journaux qui prenaient position en faveur d'un candidat durant la campagne électoral dans leurs écrits.

Dans ce chapitre nous avons étudie la presse écrite comme espace politique ainsi que l'influence politique de la presse écrite pour la presse écrite, elle peut être perçu comme un système de médiation de l'information d'une part et d'autre part la presse est perçue comme un lieu d'interaction et de communication entre ces acteurs via le journal. Ensuite, nous avons analysé les écrits et l'évolution de vente pour les journaux qui s'intéressent beaucoup sur l'actualité politique est la mieux vendue sur le marché.

Le phénomène de surpolitisation va connaître un grand essor avec la période post transition entre 2005 et 2010. Cet essor a convié de domaines et secteurs variés dont les commissions, les syndicats, le sport cas de l'élection de la présidente de la FFB en 2009, de l'armée et la police voir la religion, les associations et les clubs. Les journaux au Burundi ont suivi ce phénomène de surpolitisation car ils s'intéressent plus à l'actualité politique plus que d'autres secteurs. Cela parce que dans le pays du Tiers Monde en général et au Burundi en particulier, la politique prime sur l'économie d'où tout le monde s'intéresse à la politique pour réaliser « la réussite sociale ».

Nous avons enfin noté avec satisfaction que le rôle des 4 journaux ci-haut cités était très remarquable durant les périodes électorales de 2005 et 2010.

Nous n'avons aucune prétention d'avoir fait une étude exhaustive et parfaite et encore moins d'avoir épuisé celui-ci. C'est pourquoi nous laissons le champ ouvert à toute critique tendant à compléter ce modeste travail.

BIBLIOGRAPHIE

1. OUVRAGES GENERAUX

1. ALBERT P. et TERROU F., Histoire de la presse, Paris, P.U.F, 1997,127P.
2. BERTAUD DUCHAZAUD H., Dictionnaire Encyclopédique, Paris, Philippe Au zou, 2003, 1895P.
3. BOGAARDS P., Dictionnaire LE ROBERT et Van DALES, Paris, Larousse, 1993,855P.

4. BOHEC J., Les rapports presse-politique mise au point d'une typologie idéale, paris, L'harmattan, 1997, 254P

5. BOURDIEU P., propos sur le champ politique, Paris, PFNSP, 1999, 830P

6. BURDEAU G., Traité de science politique tome III, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence, 1968,800P.

7. BURDEAU G., Traité de science politique tome VI, Paris, Librairie de droit et de jurisprudence, 1975, 850P.
8. BURDEAU G., Traité de science politique tome X, Librairie de droit et de jurisprudence, 1980,481P

9. COTTERET J.M, ET EMERI J.M, « de la communication élective à la communication catholique en L.SFEE, dictionnaire critique de la communication V.2, Paris, P.U.F, 1993 ,1460P

10. COTTERET J.M., Gouvernants et gouvernés la communication politique, Paris, 1973,849P.DANIEL K., « Idées reçue sur la gouvernance et la conception » Finances et développement septembre 2005,340P

11. DEUTSCH K., « information et communication » in R.G SCHWARTZENBEK G, Sociologie politique, Montchrestien, 1990, 129P.
12. FRERE M.S., HOWARD R., MARTHOZ J.P et SEBAHAZA P., Afrique central médias et conflits, vecteurs de guerre ou acteur de paix, paris, complexe, 2002, 345P.

13. FRERE M.S., Elections et médias en Afrique centrale voie des urnes, voie de la paix, Bruxelles, GRIP, 2000, 320P.

14. FESTINGER L., Les méthodes de recherche en science sociale, Paris, P.U.F, 1974, 338P.

15. FREUND J., L'essence du politique, Paris, Sirey, 1990, 828P.

16. JOCHAUD D., Dictionnaire de synonyme et mots de sens voisin, Paris, Gallimard, 2003, 1853P.

17. LAFRIQUE J., La rue africaine en mouvement politique et action collective, Paris, colin, 1995, 300P.

18. LASCOUSMES P., Pour les définitions de ces concepts corruption, Paris, PFNSP, 1999, 980P

19. LASSALE J.P., La démocratie américaine, anatomie d'un marché politique, Paris, Armand colin, 1991, 373P.

20. LOCHARD G. et BOYER H., La communication médiatique, Paris, Seuil, 1998, 96P.

21. MAURICE D. et CHAGNOLLAND D., introduction à la politique, Paris, Dalloz, 1991, 133P.

22. MAUBOURGUET P., Dictionnaire Encyclopédique, Paris, Larousse, 1991, 1823P.

23. NTIYANOGEYE A., Les Paysages médiatique au Burundi. Des origines au lendemain des élections de 2005, Bujumbura, 2008, 134P.

24. PALMANS E., Médias et politique en situation de crise le cas du Burundi, Antwerpen, 2008, 1300P.

25. REPUBLIQUE DU BURUNDI, L'Accord d'Arusha du 28 Août 2000, 102P.

26. REPUBLIQUE DU BURUNDI, constitution post transition du 18 Mai 2005, 77P.

27. ROUSSEAU JJ., du contrat social, Paris, seuil, 1977, 313P.

28. SANGUIN A.L., L'Evolution et le renouveau de la géographie politique, Paris, Annales de géographie, Mi- juin 1975, 385P.

28. THIRIOT C., Trajectoire de libération en Afrique contemporaine, Paris, PUF, 1995, 580P.

29. Transparence International, combattre corruption, enjeux et perspective, Paris, Karthala, 2005, 120P.

30. USAID, Combattre la corruption et restaurer la responsabilité au Burundi, Mai 2006, 150P.

31. VOYENNE B., La presse dans la société contemporaine, Paris, P.U.F, 1962, 245P.

32. YANG H.P., Enquêtes rurales, Rome, FAO, 1959, 500P.

33. JJ. Chevalier, « L'audiovisuel et les pouvoirs politiques » in Encylopédia universalis, symposium les enjeux, Paris, Librairie Larousse, 1990, 1500 p.

4. MEMOIRES ET COURS

1. BARINGUVU E., La crise socio-politique à travers les médias écrits : cas du journal « l'indépendant » (1992-1996), Bujumbura, Mémoire, U.B, F.L.S.H., 2000, 84P.

2. MINANI B., Du phénomène associatif au Burundi : cas de la commune Bururi (1992-2002), Bujumbura, Mémoire, U.B, F.L.S.H, 2008, 109P.
3. NDIKUMANA N., La communication de masse au Burundi et le pouvoir (1993-2000), Bujumbura, Mémoire, U.B, F.L.S.H, 2002, 158P.
4. NIMUBANA J., cours de théorie et systèmes politique, U.B., 1ère Licence sciences politique, Année Académique 2007-2008 (non publié).
5. NTIYANOGEYE A., cours de Mass médias d'opinions publique, U.B, 1ère Licence, science politique, Année Académique 2007-2008 (non publié)

REVUES, RAPPORTS, ARTICLES ET BULLETIN

1. NDIKUMANA C., Médias et construction de la paix dans la région des grands lacs, 22-22Avril 2002, 135p.

2. NGENDAZI E., Rapport, Burundi dangereuse désire médiatique, Bujumbura, 2005,35p.
3. SENTAMBA E., Etude sur la gouvernance au Burundi rapport FORSC, Mai 2005, 65p.
4. NIMUBONA J., IDEC article « la perception de l'identité Ethnique dans le processus électoral au Burundi »volume 3 n°3 d'Août 2008, 180 p.
5. NIMUBONA J., IDEC, article « Du lien entre gouvernance démocratique et résolution des conflits » approche prospective pour réussir la paix en Afrique et au Burundi volume 3 N°4 septembre- Décembre 2009, 127p.
6. NIMUBONA J., IDEC, article « Masque ethnique, clientélisme et compétition pour le contrôlé des termes d'échange au Burundi » Essai d'économie politique de la corruption et conflit au Burundi volume 3 N°3 janvier- Août 2009, 103p.

7. NDUWAYO O., Rapport de synthèse de l'atelier du FORSC, 2008, 70p.
8. BULLETIN ITEKA N°26097, Avril 2007, 40p.
9. LE JOURNAL le quotidien « le Renouveau » du Burundi
10. LE JOURNAL L'hebdomadaire « l'Arc- en -ciel »
11. LE JOURNAL L'hebdomadaire « UMUNTU-Lumière »
12. LE JOURNAL L'hebdomadaire « IWACU »

7. LES SITES INTERNET

1. http://www.revue-signe.info,la Presse écrite comme représentants des politiques Audrey DE GEGLIE, Docteur en science de l'information de la communication publiée.

2. http ://fr.wiktionary.org/wiki/ph%c3% Académie française, 8e Edition

3. http://www.algeria.watch.org/farticle/Presse forum Juin 02.htm Par Arabehih,EL Watan 15 Juin 2002, FORUM SUR LA PRESSE ECRITE Débat entre experts.

4. http://www.america. Gov, Gisel journal article by Gisel Sapiro/French Politics, Culture and society volume 19.2001.

5. http://www.grands Lacs. Refugiés et déplacés burundais construire d'urgence un consensus sur le rapatriement et la réinstallation. Nairobi/Bruxelles 2 Décembre 2003.

6. http://www.ipu.org, journée internationale de la démocratie « Discours »
7. http://www.Silicome.fr/? La construction : Relation entre pouvoir institutionnel et médias

8. http://www. mouvement.info/Militer à l'ère du tout médiatique. Mouvements

9. http://www.Universalisedu.com.Rapport atelier sous-régional « média et élection »Bangui 22-24 2009.

10. http://www.grands Lacs afrique.unblog.fr 2010/02

ANNEXES I, II ET III

ANNEXE I

CORPUS DES JOURNAUX DE 2005

Juillet 2005	**Le Renouveau**	**Umuntu-Lumière**	**Arc-en-Ciel**
	58 éditions Numéro man quant : un numéro de la 2ème semaine de mai	16 éditions numéro manquant 39	20 éditions
Mai 2005			
Semaine 1	N° 6477 du 02/05	N° 032 du 06/05	N° 49 du 06/05
Semaine 2		N° 033 du 12/05	
Semaine 3	N° 6489 du 18/05 N° 6490 du 19/05 N° 6491 du 20/05		N° 50 du 19/05
Semaine 4	N° 6492 du 23/05 N° 6493 du 24/05 N° 6494 du 25/05 N° 6495 du 26/05 N° 6496 du 27/05 N° 6497 du 30/05 N° 6498 du 31/05	N° 034 du 27/05	N° 51 du 27/05
Juin 2005			
Semaine 1	N° 6500 du 02/06 N° 6501 du 03/06 N° 6502 du 06/06 N° 6503 du 07/06		N° 52du 03/06

Semaine 2	N° 6504 du 08/06 N° 6505 du 09/06 N° 6506 du 10/06 N° 6507 du 13/06 N° 6508 du 14/06 N° 6509 du 15/06 N° 6510 du 16/06 N° 6511 du 17/06	N° 035 du 08/06	N° 53 du 10/06 N° 54 du 17/06
Semaine 3	N° 6512 du 20/06 N° 6513 du 21/06	N° 036 du 20/06	N° 55 du 24/06
Semaine 4	N° 6514 du 22/06 N° 6515 du 23/06 N° 6516 du 24/06 N° 6517 du 27/06 N° 6518 du 28/06 N° 6519 du 29/06 N° 6520 du 30/06	N° 037 du 28/06	
Semaine 1	N° 6521 du 22/06 N° 6522 du 04/07 N° 6523 du 05/07		N° 56 du 01/07
Semaine 2	N° 6526 du 08/07 N° 6527 du 11/07 N° 6528 du 12/07 N° 6529 du 13/07	N° 038 du 11/07	N° 57 du 08/07
Semaine 3	N° 6531 du 15/07		N° 58 du 15/07
Semaine 4	N° 6536 du 22/07 N° 6539 du 27/07 N° 6541 du 29/07	N° 40 du 27/07	N° 59 du 22/07 N° 60 du 29/07
Août 2005			
Semaine 1	N° 6545 du 04/08 N° 6546 du 05/08	N° 041 du 04/08	N° 61 du 05/08
Semaine 2	N° 6551 du 12/08	N° 042 du 12/08	N° 62 du 12/08
Semaine 3	N° 6555 du 18/08 N° 6557 du 22/08	N° 043 du 22/08	

Semaine 4	Spécial investiture 26/08 N° 6564 du 31/08	N° 044 du 31/08	
Septembre 2005			
Semaine 1	N°6566 du 02/09	N° 045 du 08/09	N° 64 du 02/09
Semaine 2	N° 6571 du 09/09 N° 6574 du 14/09	N° 046 du 14/09	N° 65 du 09/09
Semaine 3	N° 6576 du 16/09 N° 6579 du 21/09 N° 6581 du 23/09	N° 047 du 21/09	N° 66/du 16/09 N° 67 du 23/09
Semaine 4	N° 6584 du 28/09 N° 6586 du 30/09	N° 048 du 28/09	N° 68 du 30/09

1. Source / E., PALMANS, Médias et politique en situation de crise le cas du Burundi, Antwerpen. 2008, p25.

ANNEXE II : LISTE DES PERSONNES ENQUETEES

Nom Prénom	Commune	Age ans	Formation	Fonction
1. NDABASHINZE Rénovât	BWIZA	34 ans	Licencié	Professeur
2. KABURA Elias	RUTOVU	35 ans.	Licencié	Professeur
3. NIYONSABA Jérôme	ROHERO	50 ans	Humanité	Commerçant
4. NYANAWI Athanase	KINAMA	40 ans	Humanité	Enseignant
5. MANIRAKIZA Frédéric	BUYENZI	35 ans	Licencié	Professeur
6. NDAYISHIMIYE Diane	NYAKABIGA	25 ans	Etudiante	
7. NDAYIHIMABAZE Philippe	MUTANGA	27 ans	Etudiante	
8. VYIZIGIRO Ernest	KAMENGE	28 ans	Licencié	Directeur général de l'ISABU
9. BIGIRIMANA Célestin	NGAGARA	40 ans	10ème	Commerçant
10. NIYONZIMA Donathe	GATUMBA	50 ans	Humanité	Enseignant
11. NIBARUTA Salvator	RUZIBA	35 ans	Etudiante	U. Martin Luther
12. NDAYISABA Nelly	KINAMA	39 ans	10ème	Commerçant
13. KABURA Cynthia	KANYOSHA	22 ans	Elève	
14. NIBITANGA Jean	MUSAGA	30 ans	12ème	Commerçant
15. MINANI Joseph	MUTANGA	55 ans	Licencié	Douanier
16. NGENDAZI J.M	GIHOSHA	52 ans	Humanité	Journaliste
17. HAKIZIMANA Denis	KAMENGE	42 ans	Ingénieur	Mécanicien
18. NDAYISHIMIYE Yves	BUTERERE	38 ans	Etudiant	
19. NDAYIRORERE Diane	KANYOSHA	35 ans	Etudiant	
20. NYAWAKIRA Goreth	KANYOSHA	25 ans	Licencié	Journaliste
21. KARENZO Mathias	ROHERO	28 ans	Licencié	Professeur

22. NIMPAYE Daniel	ROHERO	37 ans	8ème	Policier
23. NKUNZIMANA Ezéchiel	BWIZA	35 ans	Humanité	Enseignant
24. MASUMBUKO ASUMANI	BUYENZI	50 ans	8ème	Commerçant
25. NGENDAZI EMMANUEL	NYAKABIGA	30 ans	Etudiante	
26. VYAMUNGU Albert	BUYENZI	28 ans	10ème	Militaire
27. MIBURO Dismas	GATUMBA	45 ans	8ème	Commerçant
28. RWANDURUKO Eric	KININDO	25 ans	Licencié	Militaire
29. KAYOZOME Yvette	GIHOSHA	26 ans	Humanité	Enseignant
30. HATUNGIMANA Paul	BUTERERE	24 ans	Etudiant	
31. NTAHEREZO Aimé	RUZIBA	30 ans	Licencié	Militaire
32. SINDAYIGAYA Gentille	KAMENGE	31 ans	Docteur	Médecin
33. UWIMANA Avira	BWIZA	28 ans	Docteur	Médecin
34. BUKURU Bernard	ROHERO	23 ans	Humanité	Infirmier
35. NDAZEYE Fidèle	MUSAGA	18 ans	Elève	
36. KANYANGE Anne Marie	MUTANGA	32 ans	Primaire	Commerçant
37. NYANDWI SHABANI	KIGOBE	34 ans	Etudiant	
38. BUCUMI Léonce	KIGOBE	45 ans	Licencié	Professeur
39. NIYONKURU Fidés	BUTERERE	40 ans	Humanité	Enseignant
40. NZOKIRA Nadine	NGAGARA	48 ans	Licencié	Commerçant

AGENCES DE PRESSE LOCALES						
1. Agence Burundaise de Presse (ABP)	Quotidien	22 21 30 83 79 92 48 94	22 21 27 95	abp@cbinf.com pascados@yahoo.fr	B.P. : 2870 Bujumbura Ku Mugumya	**Pascaline BIDUDA** **Directrice**
2. Agence Net Press	Quotidien	22 21 70 80	22 21 76 14	netpress@gmail.com netpress@cbinf.com	B.P. : 2054 Chaussée Prince L. R.	**J. Claude KAVUMBAGU** **Directeur**
3. Agence Ami du peuple	Quotidien	79 91 51 64		ami.peuple@yahoo.fr		**J. Marie NDABASHINZE** **Directeur de publication**
4. Agence Burundi Réalités	Quotidien	78 80 38 93 77 76 30 17		www.burundirealite.org news@burundirealite.org		**Nathan NTAHONDI** **Directeur de publication**
5. Agence de presse Syfia Grands Lacs	Hebdo	77 78 74 77		presse@gmail.com	55 Chaussée P.L. R.	**Emmanuel NGENDANZI** **Coordinateur**
6. AGIPRESSE Photos	Quotidien	22 22 42 21 79 57 20 13		agipressephoto@yahoo.fr	Avenue du Commerce	**Astère NDAYISHIMIYE** **Directeur de publica.**
7. Burundi New Network (Agence de Presse télévisé)	Périodique	78 76 41 41		jmuvira@yahoo.fr	Q. Asiatique	**Jeanne MUVIRA** **Représentante Légale**
JOURNAUX ET PERIODIQUES						
1. Le Renouveau du Burundi	Quotidien	22 22 54 11 22 22 54 87	22 22 58 94	secoppb@yahoo.fr	B.P. : 2573 Av. du Luxembourg	**Alice KWIGIZE** **Directeur de publication**
2. Ubumwe	Hebdo	22 22 56 99	22 22 58 94	secoppb@yahoo.fr	B.P. : 2573 Av. du Luxembourg	**Pacifique NKESHIMANA** **Directeur de**

						publication
3. Arc-en-ciel	Hebdo	22 21 87 80 79 92 69 90	22 21 87 59	ndayity@yahoo.fr	c/o Maison de la Presse	Thierry NDAYISHIMIYE Directeur de publication
4. Umuntu LUMIERE	Hebdo	22 25 09 59	77 73 59 42	patricevrebu2@yahoo.fr	c/o B.P. : 6719, 1, av. des Travailleurs	Patrice NDIKUMASABO Directeur de publication
5. NDONGOZI Y'UBURUNDI	Bimensuel	22 22 27 62 79 95 19 41	22 22 89 07		B.P. : 690 Bujumbura	Philippe SINDAYIHEBURA Directeur a.i.
6. RUMURIKIRA-NGABO	Mensuel	22 22 09 71 22 21 44 73	22 24 25 90		B.P. : 2705 Bujumbura	Lt -Colonel Adolphe MANIRAKIZA Directeur de publica.
7. Aube de la Démocratie	Hebdo	22 23 73 63 79 92 23 52	22 23 73 63 76 62 23 52	pcimpaye@yahoo.fr	B.P. : 6242 Bujumbura	Pancrace CIMPAYE Directeur de publication
8. Voix de la Société Civile (FORSC)	Mensuel	22 24 56 91	22 25 44 10	forsc@mapatro.com www.forsc.org	B.P. : 2005 Buja, Q. INSS, av. de Justice	Noël NKURUNZIZA Directeur de publication
9. ITEKA	Mensuel	22 22 86 36 22 24 56 39 79 90 39 18	22 22 00 04 22 24 56 40	iteka@cbinf.com iteka.webmaster@cbinf.com	B.P. : 177 Bujumbura	Jean Pierre KISAMARE Directeur de publica.
10. IMBONEZA NEWS	Mensuel		79438328 78860295	imbonezancd@rocketmail.com	B.P. : 2533 Bujumbura	Willy NIYONKURU Directeur de publica.
11. MUKENYEZI UGEZE HE ?	Bimestriel	22 24 87 31 77 73 97 46		addf91@yahoo.fr	B.P. : 2306 Bujumbura	Amélie NGENDA-KUMANA Directrice de publica.
12. NOTRE TERRE	Bimensuel	77 78 56 22		victormubwigir@yahoo.fr	c/o Agence burundaise de presse	Victor MUBWIGIRI Directeur de publication

13. HORUGAVYE	**Mensuel**	22 24 31 44	22 24 30 77	tubane@cni.cbinf.com	Av. du 18 sept. N°26 B.P. : 1240, Buja	**Egide NIYONGABO Directeur de publication**
14. 17 MINUTES	**Bimensuel**	79 47 77 19		Info_17minutes@yahoo.fr	B.P. : 1935	**Pierre C. RURAKAMVYE Directeur de publication**
15. JAMAA INFOS	**Trimestriel**	29 52 06 13 79 96 35 38	79 98 44 18	asbljamaa@gmail.com asbljamaa@yahoo.fr	Q. Jabe, Av. de l'Imprimerie	**Eric NSENGIYUMVA Responsable de publication**
16. LE VISIONNAIRE	**Hebdo**	79 42 73 04 79 92 26 46		vision2015.infos@yahoo.fr	Immeuble Nyagazi, Blvd de l'Uprona	**Fiacre MUHIMPUNDU Directeur de publication**
17. IKIYAGO c'inama Nshingamateka	**Bimensuel**	22 23 81 37	22 23 36 40		Palais des Congrès de KIGOBE	**Tharcisse MANIRAKIZA Rédacteur en Chef**
18. HODI TANGANYIKA	**Hebdo**	29 55 27 30 78 86 39 44 79990490		hoditanganyika@yahoo.com ouminet08@yahoo.fr	B.P. : 45 Rumonge – Bururi	**Ramadhan KARENGA Directeur de publication**
19. WASWAHILI BURUNDI	**Hebdo**	29 55 27 30 79 99 04 90		iteba@yahoo.com ouminet08@yahoo.fr	B.P. : 3138 Bujumbura	**Ramadhan KARENGA Directeur de publication**
20. IWACU BURUNDI	**Mensuelle**	22 25 89 57		info@iwacu-burundi.org www.iwacu-burundi.org	B.P. : 1842 Buja, Av. de France n°6	**Antoine KABURAHE Directeur de publication**
21. L'Observateur	**Hebdo**	22248085 029551587 77784525	-	-	-	**Jean Baptiste Bireha Directeur de publication**

22. Iterambere Iwacu	**Mensuelle**	79370757 79902901	-	iteriwacu@yahoo.fr niyoilde@yahoo.fr	BP. 80 Makamba Quartier Rugarama (A coté du Stade)	**Ildégarde Niyonzima Directeur de publication Albert Mazingi, Directeur adjoint**
23. Le Pionnier	**Mensuelle**	22245553			BP. 7520 Bujumbura Avenue des Paysans	**Tharcisse Karonkano Représentant légal**
24. La Vérité-Ukuri	**Hebdomadaire**	22259205		jeanzey@yahoo.fr	Maison de la presse BP. 1088 Bujumbura	**Jean NZEYIMANA Directeur de publication**
25. Tribune libre des travailleurs « Twungurunani »	**Mensuel**	22231530				**Paul Nkunzimana**
26. Inkebuzo-Clin d'oeil	**Hebdomadaire**	77777405		karaldes@yahoo.fr		**Alain Désiré Karorero**
27. Inama Nkenguza mateka y'Uburundi	**Mensuel**	22245113 22253813		senat@senat.bi	Senat du Burundi, avenue Yaranda	**Céléstin Nkunzimana**